



**Parlons ensemble
de l'Europe!
à Sceaux**

SOIREE-DEBAT

« PARLONS ENSEMBLE DE L'EUROPE A SCEAUX »

**FACULTE JEAN MONNET
MARDI 16 OCTOBRE 2018**

*Faculté Jean-Monnet
54 boulevard Desgranges, 92330 Sceaux*

Voilà, après une petite gymnastique, alors je vais demander à mes invités de me rejoindre, Philippe Lemoine, entre temps, excusé, ici tout le monde a l'habitude d'excuser pour le RER B, donc ne vous inquiétez pas. (applaudissements). Donc, alors... Alors, bon je vous l'avait dit, on part de l'expression des gens qu'on a interviewés, et on ouvre le débat. Donc, il y a des micros dans la salle, Mathilde en a un, et puis, voilà Alexandre en a un autre, voilà, donc, allez-y, réagissez à ce que vous avez entendu, puisque vous avez un micro allez-y. Qu'est-ce qui, allez-y, présentez-vous et réagissez.

Éva HOUDRÉ

Bonjour, je m'appelle Éva Houdré, je dois réagir par rapport au film ?

Oui, si vous le voulez bien.

Éva HOUDRÉ

Bah je l'ai trouvé intéressant, parce que il y a plein de jeunes qui ont parlé, et du coup les avis étaient pas tous les mêmes. Du coup c'était intéressant de voir, que bah chacun ne pense pas la même chose et voilà.

Et vous alors, vous êtes venue ce soir, vous avez accepté d'être interviewée, vous êtes venue ce soir, ça veut dire que déjà le sujet vous intéresse. Ça étonne beaucoup de monde, quand on montre le film, il y a des gens qui disent, ah bon, les jeunes ont un point de vue sur l'Europe ? Moi on m'a dit que ça ne les intéressait pas, du tout. Qu'est-ce qui, qu'est-ce qui vous intéresse, ou pas, dans le, sur ce débat sur l'Europe ? Quel est le sujet, je dirais même qui vous intéresse le plus ?

Éva HOUDRÉ

Bah ce qui m'intéresse c'est d'en savoir plus, parce que enfin, je suis Européenne, du coup c'est un petit peu bête de vivre en Europe si on ne sait pas, enfin si jamais on ne peut pas en parler quoi, donc, voilà, c'est pour ça que je suis venue. Et, et c'est tout.

D'accord. Très bien. Allez, on va continuer. Mathilde a donné un micro, qui est-ce qui l'a dans la main ? Allez-y, je vous en prie. Présentez-vous.

Marie D'ANTONI

Bonjour. Je m'appelle Marie d'Antoni, j'ai dix-huit ans. J'ai été interviewée aussi, donc déjà merci à toutes les personnes qui ont mis en place ce genre de dispositif, parce que c'est assez rare, et déjà c'était très intéressant d'être interviewé, parce que ça nous fait réfléchir sur des questions auxquelles on ne pense pas forcément dans la vie de tous les jours, et de voir qu'il y a plein de jeunes qui ont des opinions, qui varient sur ce genre de questions, autour de nous, c'est, la plupart c'est des gens qu'on connaît etc., c'est intéressant, et c'est plaisant de voir que, qu'on nous écoute. Bon si même il y en a beaucoup qui disent qu'il n'y aura sûrement pas grand chose, et que c'est aussi ce que j'avais répondu, parce que c'est vrai que à notre, à notre échelle, entre guillemets, on n'est pas sûrs de, de changer grand chose, mais c'est quand même, c'est quand même vraiment des initiatives qui, qui sont importantes et voilà. C'est très, très plaisant de voir ce genre de choses.

Est-ce qu'il y a un sujet, avant que vous ne passiez le micro à votre voisine, que je vois aussi, et que j'ai aperçue dans le film, juste devant vous, oui, vous, non mais d'abord gardez le un instant, est-ce qu'il y a un sujet, parce que c'est un peu le but de la soirée, est-ce qu'il y a un sujet sur lequel vous

pensez qu'il faut insister l'Europe à se pencher plus, à discuter plus, parce que vous avez l'impression que pour votre vie à vous, hein, restons-en là, ça joue un rôle ? Vous vous dites, il faudrait qu'ils s'occupent de ce, de cette question.

Marie D'ANTONI

Je dirais qu'il y en a plus d'un, après pour ma vie à moi, automatiquement, je répondrais au niveau des études, bah développer les systèmes du type Erasmus, etc., qui sont, qui sont supers pour les jeunes. Ce dont je parlais un petit peu dans le, dans le film aussi, c'est sur les questions des droits des femmes, etc., en Irlande, bon c'est difficile d'agir au niveau européen, parce que c'est des questions qui sont réglées souvent au niveau national, mais automatiquement je dirais ce genre de choses, l'écologie aussi, certains en ont parlé, je pense que c'est des sujets importants pour l'avenir.

Très bien. Allez, passez le micro à votre voisine de devant, qui va se lever et se présenter. Bonjour.

Éva BELLANGER

Bonjour à tous.

Alors parlez tous bien dans le micro, pour qu'on vous entende bien.

Éva BELLANGER

Bonjour à tous, je m'appelle Éva Bellanger, je suis lycéenne au lycée Lakanal et...

Alors d'abord une remarque, qu'est-ce que vous retenir de ce que vous avez dit vous, et tous les autres qui sont dans, dans cette enquête, quel est le point le plus frappant pour vous ?

Éva BELLANGER

Pour le coup je trouve que le point le plus frappant est la diversité des avis. C'est-à-dire, que je ne pensais pas qu'on pouvait avoir des avis aussi opposés sur un sujet aussi, en même temps, vaste et aussi précis. Je trouve ça assez impressionnant.

Très bien. Et c'est intéressant, parce que on peut dire, bah si les avis sont assez différents, ça ne doit pas être facile pour ceux qui ont en charge la question européenne, comment se faire un point de vue, comment trouver, c'est un peu le problème de l'Europe, il y a quarante-huit pays, chacun a son avis sur tout un tas de questions, on le voit tous les jours à la télé, et comment, quel est le chemin pour progresser selon vous, alors ?

Éva BELLANGER

Moi je ne pense pas qu'il faudrait en tout cas se pencher sur la question de l'agrandissement de l'Europe, parce que c'est surtout ça ce que je disais dans le film, parce que au bout d'un moment c'est pas possible d'avoir un aussi grand nombre de pays qui ont une histoire très différente, et un, et des projets pour le futur aussi différents. Donc je pense qu'il faudrait au moins essayer de limiter les intégrations des pays dans l'Union Européenne.

Ok. Très bien. Bon ça lance le débat. Alors, allez on continue. Ce que le film vous a inspiré, les choses qui vous ont fait réagir, avec lesquelles vous êtes d'accord, vous n'êtes pas d'accord, voilà. Il y a plein de gens qui lèvent la main, ensuite vous regarderez derrière vous, voilà. Allez-y, je vous en prie. Bonjour.

Marie CHAMPELOVIER

Bonjour. Donc moi c'est Marie Champelovier, je suis étudiante au lycée Lakanal, on m'a vue dans le film. Ce qui m'a frappée dans ce, de ce film, c'est un peu comme les gens d'avant, c'est la diversité, parce que j'ai un avis assez optimiste, et je pensais que c'était quelque chose qui était très partagé, et je me rends compte que pas forcément. Et du coup je pense que, dans ce sens l'Europe doit montrer qu'elle a des actions efficaces et concrètes, et qui sont positives dans la vie des gens pour que les gens continuent ou recommencent à croire en ce projet qui a quand même apporté la paix et la croissance depuis sa création, et que c'est quelque chose qui est quand même non négligeable, parce qu'il y a des continents qui ont essayé de garder la paix, et la stabilité et ça n'a pas été possible, et qu'en Europe ça a notamment été possible, grâce à l'Union Européenne, où avant là, ce...

Alors, est-ce qu'il y a, c'est intéressant, parce que vous dites, nous on ne l'a pas trouvé si pessimiste que vous, mais, effectivement on a vu qu'il y avait des points de vue très contradictoires. Qu'est-ce qui explique que quand on parle là, comme ça, c'est assez ouvert, quoi, et il y a quand même des points de vue assez, noirs, négatifs, ou en tout cas angoissants, ou pessimistes, même, sur l'Europe ? Qu'est-ce que, sur quel terrain, à votre avis, l'Europe devrait se manifester pour que les gens de votre génération, et puis on étendra, aient un point de vue, peut-être plus proche du vôtre ? Ou pas, hein, chacun est libre, bien sûr. Quel est le terrain, vous vous dites si on veut vraiment sentir qu'elle est utile, ça serait, quel est le terrain, sur lequel vous les attendez les Européens ?

Marie CHAMPELOVIER

Moi je les attends dans des, dans des choses très concrètes au quotidien. Je peux penser à des, des lois à faire passer, ou des directives pour améliorer le quotidien. On peut penser à des directives sur le thème de l'environnement, comme ce qui est passé, ou pas trop passé d'ailleurs, sur le glyphosate, qui est quelque chose qui pour moi est très important et qui impacte directement des citoyens au quotidien, et que c'est quelque chose sur laquelle on pourrait les attendre au tournant, et qu'ils soient, qu'ils aient une action concrète qui pourrait aider.

Très bien, on va les attendre au tournant, comme vous dites, c'est bien. Alors on va étendre, hein, les, les, on n'est pas obligés d'avoir moins de vingt-cinq ans pour prendre la parole, on a fait l'enquête, non, non, mais, c'est pas si souvent qu'on a des salles avec beaucoup de jeunes, c'est très important l'enquête, mais, oui, prenez le micro, mais voilà, je voulais dire, que c'est ouvert à tous, même à ma génération. Allez-y, madame. Parlez bien dans le micro.

Nora PASKOH

Bonjour. Je suis Nora Paskoh, et j'ai quarante-deux ans.

Voilà. Merci.

Nora PASKOH

Je voulais juste dire que une civilisation qui, qui s'ouvre, ça se fermera, et une civilisation qui s'enferme, ça se ferme. Bien sûr l'Europe a une limite géographique, elle ne peut pas s'ouvrir jusqu'à la Chine, bon. Mais dans la limite de l'Europe géographique, on peut être ouverts à accepter l'un, l'autre et de partager nos cultures et c'est très important ça.

Il faut partager quoi exactement ? Parce que on dit culture, on dit histoire...

Nora PASKOH

Bon c'est vrai que on vient tous de différents pays, avec différentes histoires, mais on partage une idéologie qui est le droit de l'homme, le droit des femmes, écologie, et plein de, plein de sujets qui, qui se partagent entre nous, et ça peut nous renforcer les liens.

Très bien. Ok. Très bien. On réagira à tout, les invités sont là, ils écoutent, et ça m'intéresse évidemment que ensuite ils réagissent à cette première salve de réactions. Alors, oui, bah vas-y je t'en prie, et puis il y en aura une autre, intervention, là. On y va vite, allez-y.

Oussama BEN YACOUB

Bonjour. Je m'appelle Oussama Ben Yacoub.

Parlez tous plus près du micro, parce que je ne sais pas qui s'occupe du son, mais c'est un tout petit peu faible. Allez-y.

Oussama BEN YACOUB

Bonjour, je m'appelle Oussama Ben Yacoub je suis étudiant en Droit, en année deux, à Jean-Monnet. Bah j'ai trouvé cette, cette vidéo, cet interview, assez enrichissante, parce que on a demandé la, la parole aux jeunes, c'est quelque chose que l'on ne fait pas très souvent dans ce pays. Honnêtement, là moi j'aurais aimé parlé aussi de la situation des migrants, parce que aujourd'hui, dans un pays comme la France, accueillir vingt-quatre mille migrants, par, par un traité européen, pour la France, c'est quand même une honte, alors que l'Allemagne a accueilli un million de personnes, sachant que dans les autres pays aussi on assiste à une vague de xénophobie, et surtout en Europe. Je voulais aussi parler de la politique étrangère de l'UE. On est dans un, on est dans un géant économique, mais en réalité, du point de vue de politique étrangère, on est vraiment un nain. Donc là, je parle de l'Europe, je ne parle pas de la France. Et ça sera tout je pense.

C'est déjà pas mal. C'est déjà pas mal. Excusez-moi, juste un petit mot, un tout petit mot, un tout petit mot. C'est les débats qu'on a entendu. Vous dites un nain politique, en matière de politique étrangère, quel est, quelles sont, parce que tous les Européens ne sont pas d'accord, ça ne vous a pas échappé, on a entendu, beaucoup de débats, vous avez l'impression qu'on pourrait quand même être plus loin, en commun, sur les questions de politique étrangère, vous pensez que c'est possible ?

Oussama BEN YACOUB

Oui, bien sûr, c'est possible. On a tous des intérêts communs, en Europe, on a déjà une politique économique commune, donc déjà aujourd'hui, au 21^{ème} siècle, dans un siècle de libéralisme, c'est vraiment l'économie qui prime, on est, on est une puissance économique, on est la première puissance économique mondiale, et on a, enfin l'Europe n'a pas de, n'a pas de parole, on va dire, c'est la France qui parle, c'est l'Angleterre qui parle, c'est l'Italie, c'est pas, c'est pas l'Europe qui parle en tout cas. Donc, je pense qu'il y a un travail à faire dans ce, dans ce domaine, et qu'on pourrait devenir une puissance étrangère, enfin de politique étrangère.

Bah ok. Très bien. Merci beaucoup d'avoir précisé votre point de vue. Il y a quelqu'un par là, je crois, non ? Allons-y, alors il faut faire circuler le micro... Monsieur.

Intervenant

Moi l'impression que j'ai, c'est que on est en train de faire, en Europe, un genre de laboratoire très important, c'est-à-dire que...

Est-ce que vous pouvez vous lever ? Ça ne vous embête pas, parce que on est dans un..., voilà.

Intervenant

C'est peut-être au niveau politique, quelque chose de très, très futuriste, c'est-à-dire que c'est pas un état qui a pris le pouvoir sur tout un continent, c'est plusieurs états, plusieurs régions, aussi, qui s'expriment et qui peuvent prendre la parole, et j'attends moi des, de nos représentants, qu'ils aient ce courage de porter ma voix, et je trouve que c'est formidable qu'on puisse mieux se bagarrer, faire la guerre tout ça, et que ce soit économique, ou sous plein de formes différentes d'ailleurs, que l'on puisse en parler, trouver des, des choses qui nous rassemblent, et moi j'attends de l'Europe qu'elle se rapproche des gens, bon effectivement, au quotidien, ça peut être de trouver une solution pour financer, je ne sais pas moi, un congélateur, pour qu'il y ait moins de gaspillage, et qu'on fasse des économies, et qu'on gagne du temps, parce que ça peut être écologie, c'est une idée, comme ça, enfin c'est idiot, mais c'est un exemple.

Il n'y a pas d'idées idiotes.

Intervenant

Au plus près, au plus près des gens, mais aussi que au niveau des régions, moi il me semble que les régions pourraient trouver un écho en Europe, qui serait donc on sauterait un peu le côté national, bon ça veut dire, là je ne suis pas en train de faire des institutions, je n'y connais franchement rien, mais j'ai l'impression qu'il faudrait que, c'est une façon de partager un peu le pouvoir, qu'il y ait quelque chose de plus central, et quelque chose de moins central, plus près des gens, voilà. Et pour moi, il faudrait qu'on soit, enfin c'est quelque chose de nouveau qu'on invente, peut-être ça a déjà existé, mais c'est pas comme Rome, où il y a eu un état qui a dominé, c'est plusieurs états qui se mettent d'accord. Et ça pourrait vraiment être pour le futur mondial, voilà.

Ok. Très bien, très intéressant, comme toutes les interventions. Alors il y a, levez bien la main ceux qui veulent prendre la parole qu'on vous voit. Un, deux, trois, quatre, bon on n'oublie pas ce côté, allez-y. Je prends encore, pour l'instant je prends cinq, six interventions encore, ensuite je vous ferai réagir, messieurs, dames, et puis on continuera bien sûr le débat. Allons-y.

Arnaud KOHLER

Bonjour, je suis Arnaud Kolher, je suis étudiant en Master 2, en droit de l'Union Européen, et j'aimerais réagir à la vidéo que je viens de, de voir. J'ai été frappé par la méconnaissance de la plupart des, des personnes interrogées à propos de l'Union Européenne. Et en fait, j'attends vraiment des institutions européennes, et des politiques de faire un effort de pédagogie, et d'expliquer les attributs de l'Europe, les, les compétences, de l'Europe. Je fais notamment référence à, à l'intervention de Théo Dujardin, il me semble, qui nous expliquait que c'est la commission européenne, qui a un peu dicté les lois en Europe. Et moi ce que j'attends de l'Europe c'est un effort pédagogique. Expliquer le fonctionnement de l'Europe, voilà. Merci. (applaudissements).

Ok. C'est (inaudible), d'accord, très bien. Allez, on va un peu vite, faites circuler les micros. Voilà. On va en descendre par là, et en monter par là-bas. Allons-y. Monsieur.

Yves ARCHAMBEAU

Bonjour, Yves Archambeau.

N'oubliez pas les gens qui sont là-bas. Non, non mais pas pour vous, je dis ça pour passer le micro. Allez, monsieur Archambeau.

Yves ARCHAMBEAU

Donc pour moi, aujourd'hui, on a une Europe monétaire, et je souhaiterais une Europe écologique, sociale, et économique. En particulier, au niveau des entreprises, il y a beaucoup d'entreprises européennes qui disparaissent, parce que il n'y a pas de fusion entre une entreprise allemande et une entreprise française. Il y a des fusions avec des entreprises française, et canadiennes OU américaines, et après il n'y a plus rien dans, sur le territoire. Donc, aujourd'hui, on a, j'aimerais bien qu'il y ait un gouvernement européen, un président européen.

Mais vous pensez qu'on est prêts à ça ?

Yves ARCHAMBEAU

Non, parce que vous n'allez pas scier la branche, les politiques ne vont pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.

D'accord. Les politiques si ils ne sont pas prêts...

Yves ARCHAMBEAU

Ils ne sont pas prêts à, ils ne sont pas prêts à partager les pouvoirs malheureusement.

Et les habitants ? Les Européens.

Yves ARCHAMBEAU

Je crois qu'ils seraient d'accord.

Mouvement dans la salle, comme on dit à l'Assemblée. Alors. Très bien. Ok. Mais, voilà, ça bouge, hein, on voit des points de vue aussi divergents dans la salle que dans le film. Allons-y, jeune homme.

Antonio RIBEIRO

Bonjour, je m'appelle Antonio, je suis étudiant en Master 1, (inaudible) et je voudrais, je voudrais parler, enfin je voudrais rejoindre l'idée d'Europe, laboratoire. Non seulement, l'intégration régionale, je pense que l'expérience européenne, est très, très originale, d'ailleurs on voit en cours que c'est un modèle juridique très spécial, et sans doute ça pourrait, ça pourrait donner des, des exemples à d'autres régions du monde, comme notamment l'Amérique du Sud, je dis ça parce que je suis Brésilien, mais d'autres...

Ah c'est ça.

Antonio RIBEIRO

Non mais je veux dire que avoir une intégration, une action commune, sur le plan international, sans avoir nécessairement une identité culturelle, et politique, si concentrée, c'est une idée qui me paraît très importante, notamment aussi parce que la question climatique pose une question, je me dis que peut-être qu'un gouvern..., enfin c'est un prof qui a dit ça, qu'il s'inventait à une gouvernance mondiale, il y a des décisions qui sont, qui dépassent les enjeux nationaux, qui doivent être prises, du style, du coup dans ces créneaux là. Et d'autre part, pardon...

Non, non allez-y.

Antonio RIBEIRO

D'autre part, je voulais dire que la question qui a été posée, quelqu'un a dit, je suis désolé, je ne me souviens plus de qui.

C'est pas grave.

Antonio RIBEIRO

Mais quelqu'un a dit que il y avait une grande ignorance de la réalité de la politique européenne, et je pense que c'est, c'est un peu ce qui a frappé tout le monde sauf peut-être les étudiants de droit, que les gens savent vraiment pas de, enfin de quoi il en retourne vraiment, et je pense que le projet politique européen, est extrêmement exigeant vis-à-vis du citoyen. Et par rapport au temps de travail, en fait, simplement des gens, et de l'investissement qui, que la société demande, de, du citoyen, pour qu'il s'intègre économiquement dans la société, je pense que c'est très difficile d'avoir une implication citoyenne, à la hauteur de ce que l'enjeu européen demande.

Ok. Très bien. Merci beaucoup Allez, on continue. (applaudissements). J'ai vu quelqu'un. Voilà. N'oubliez pas les gens qui sont devant, Mathilde, il y a deux personnes là devant. Allez-y. Non, non mais allez-y. Quand vous avez le micro, oui d'accord.

Galia PAUL

Je m'appelle Galia et je suis en L1 de droit, et donc je voudrais revenir à la vidéo, il y a deux choses qui m'ont interpellée, et que je veux mettre en opposition. C'est d'abord il y en avait une très forte, envie et beaucoup d'idéal, dans ce que les gens ont dit, j'ai trouvé, mais en même temps il y avait une espèce de résignation, parce que les jeunes surtout n'arrivaient pas à trouver les outils, pour rendre leur projet réalité. Et moi par exemple, c'est aussi une question que je me suis posée, comment finalement faire que mes idéaux, par rapport à l'Europe peuvent devenir réalité, et c'est comme ça que je suis tombée à faire un stage avec Oxfam au **You Can Development Device** et je, bah j'ai rencontré du coup des gens là-bas, et ce qui m'a frappée, c'est que même les gens qui travaillent dans les ONG, par exemple et qui travaillent avec l'Europe, eux aussi étaient frappés de beaucoup de résignation et ils disaient bah non finalement, notre voix elle n'est pas si importante, on ne peut pas vraiment changer les choses. Et donc quand je me suis dit que des gens qui travaillent dans ce domaine-là, avaient ces idées-là, enfin je me disais qu'il y avait vraiment un problème, finalement avec l'Europe.

C'est très clair. Comment on change ça, ou on est-ce que on est résignés à ce que ça ne bouge pas, ou est-ce que ça se change ? Est-ce que ça se bouge, est-ce qu'il y a quelque chose à faire pour sortir de ce climat, un peu, qu'on a ressenti, aussi bien sûr.

Galia PAUL

Bah j'ai entendu, il y a, j'ai entendu une idée très intéressante, c'est d'abord s'informer à propos de l'Europe, parce que moi je me suis rendu compte, non plus, que finalement les citoyens ordinaires ne connaissait pas tant, et ensuite c'est agir. Et donc j'ai entendu l'idée de pédagogie, et par exemple, madame je vous ai entendue, tout à l'heure, être interviewée par France Inter, je crois et vous avez dit qu'il y a une très forte pédagogie au niveau de la Commission Européenne. Mais peut-être ce que je voudrais, c'est avoir une pédagogie au niveau local, avoir des antennes locales, peut-être dans les villes, pour expliquer aux citoyens ce que c'est l'Europe, au niveau, peut-être oui, national, ensuite local, et que les citoyens puissent prendre la parole dans ces assemblées, pour enfin connaître et ensuite parler de ce qu'ils pensent et agir.

Ok. Très bien. On continue. Très bien. C'est, (applaudissements). Voilà. On continue avant quelques échanges (inaudible), vous avez dit, donc beaucoup de parole dans la salle, donc je suis vos indications. Mais on va venir vers vous, parce que évidemment il faut quand même faire une petite pause, ensuite. Monsieur allez-y. Bonsoir.

Yanis DJOUDER

Bonsoir à tous. Je m'appelle Yanis Djouder, je suis étudiant en L1, dans cette incroyable université Jean-Monnet. Et moi au contraire, mes chers amis, j'ai pensé, pour une fois que les jeunes n'étaient pas si bêtes au final, et que ce qu'ils disaient sur l'Union Européenne, n'en déplaise, merci monsieur, n'en déplaise, parce que vous avez raison, n'en déplaise à certains, mais effectivement les jeunes disent beaucoup de choses vraies sur l'Union Européenne, et je pense mes chers amis, qu'il ne faut pas avoir fait Normal Sup ou l'École Nationale de l'Administration, dont l'ancienne rectrice viendra nous parler, pour comprendre le fonctionnement de cette réunion. Ma question, et peut-être pourrez-vous apporter une réponse...

Ah, votre opinion, parce que c'est pas des questions. C'est votre opinion.

Yanis DJOUDER

Ah alors mon opinion c'est que aujourd'hui je pense qu'on ne peut plus résister aux idées de Marine Le Pen, de Jean-Luc Mélenchon, on ne peut plus résister à tous ces jeunes, et qui pensent, et qui pensent bien aujourd'hui que la France ne doit plus rester à l'intérieur de l'Union Européenne. Si vous voulez, en France, nous avons un salaire minimum, c'est-à-dire le SMIC, anciennement le SMIG, et par exemple, vous avez des pays européens, comme la Pologne, comme la Roumanie, qui n'ont pas ce salaire, qui n'ont pas de salaire minimum. Je crois que le plus bas salaire en Pologne, j'ai regardé ça avant de venir, c'était deux mille cent zloty, c'est pas deux mille cent euros, c'est quatre cent quatre-vingt neuf euros vous voyez. Donc on nous parle tout le temps de la concurrence déloyale de la Chine, des États-Unis de monsieur Trump, alors que nous sommes en Union Européenne, et que à quelques milliers de kilomètres de nos frontières, et bien il y a des entreprises européennes, qui nous font une concurrence déloyale, alors moi je crois que la vraie priorité elle est économique, parce que en France, les Français se posent la question de savoir comment on arrondit les fins de mois, comment est-ce qu'on va pouvoir mettre de l'argent de côté et notre sécurité qu'elle soit budgétaire et économique ou physique, vous voyez. Et donc moi je pense qu'aujourd'hui il y a une concurrence déloyale au sein de l'Europe, et je me demande pourquoi l'Union Européenne ne règle pas, avec des directives qui sont plus fortes que nos lois, c'est ça le problème, hein, les directives sont plus fortes que nos lois et nous ne pouvons, malheureusement nous ne pouvons les changer. Et je me demande moi, je suis dans une belle université, mais peut-être demain finirais-je, ouvrier, ou salarié, je me demande comment je pourrais lutter pour mon entreprise, par exemple au Nord de la France qui me dira, monsieur, pardon, au-revoir, mais je vais partir à Bucarest ?

Ok, merci. (applaudissements). Mais il n'y a pas de déshonneur à terminer ouvrier, c'est pas, c'est un beau métier.

Yanis DJOUDER

Monsieur ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je pense que c'est vous qui...

Non, non bien sûr. C'est une plaisanterie, c'est une plaisanterie. Alors, on va prendre encore deux interventions et ensuite je ferai réagir, oui, oui, je vous ai vu. Levez bien la main, qu'ils vous voient,

parce que voilà. (inaudible). On va faire ça encore pendant une heure, donc ne vous inquiétez pas. Monsieur allez-y.

Intervenant

Bonsoir.

On ne vous entend pas du tout, là. Soit c'est le micro qui est éteint, mais je ne crois pas. Il faut parler plus fort dedans. Est-ce que quelqu'un...

Il faut parler collé au menton.

Voilà. Collez-le bien, non, non mais ne touchez pas les boutons, et collez le micro au menton.

David TEURTRIE

Si, si là ça marche, donc il fallait bien toucher le bouton. David Teurtrie enseignant chercheur à l'INALCO. Ce qui m'a frappé ce soir, et dans le reportage et dans le débat, c'est qu'on parle d'Europe, comme un synonyme de l'Union Européenne. Alors effectivement, c'est une facilité de langage, mais nous avons un voisin, la Suisse, qui n'est pas dans l'Union Européenne, mais qui est bien européen, a priori. Nous avons un autre voisin, la Grande Bretagne, qui s'apprête à sortir, mais qui sera toujours dans l'Europe. Et nous avons aussi les Balkans occidentaux, qui ne sont pas encore intégrés, même si la plupart souhaitent rejoindre l'Union Européenne. Et enfin, nous avons le, l'Europe orientale, avec plusieurs pays qui forment en gros deux cent millions de personnes, et qui sont a priori sur le continent européen, à savoir est-ce qu'on les considère comme tels, et est-ce qu'ils se considèrent comme tels ? Mais ça pose quand même un peu question, quand, d'assimiler l'Union Européenne à l'Europe, donc et en plus en rajoutant que évidemment, on le sait, les relations avec le plus grand voisin de l'Union Européenne, qui fait partie, au moins en partie, de l'Europe, et qui est la Russie ne sont, ne sont pas bonnes, et sont même extrêmement dégradées. Et ça renvoie aussi, au fait que les institutions, il y a des institutions européennes, plus anciennes que l'Union Européenne, et qui continuent d'exister, et qui, et qui sont aussi l'Europe, voilà.

Très bien. Merci. (applaudissements). Alors, on prend une intervention là, je demanderai une courte réaction à madame Dumas, monsieur Ouzoulias, ensuite je reviendrai vers mes invités, qui ont de quoi se nourrir avec tout ce qui s'est dit.

Joseph DI VALENTIN

Je suis Joseph Di Valentin, je suis un Européen convaincu depuis que mon professeur d'histoire géographie en classe de quatrième, il y a plus de soixante ans, nous a présenté la CEE, donc je suis vraiment très, très pro européen.

Alors pour les plus jeunes, hein, la CEE c'était l'ancien nom.

Joseph DI VALENTIN

Voilà. J'aimerais proposer un certain nombre de thèmes pour l'indépendance de l'Europe. Alors mon premier thème, la monnaie. Nous avons vu les problèmes qui nous sont arrivés ces derniers temps, quand les États-Unis ont décidé un certain nombre de sanctions, et notre monnaie, l'euro, n'est pas une monnaie internationale, et j'aimerais tant que nous fassions en sorte que l'euro devienne une monnaie internationale, au même titre que le dollar, ce qui nous donnerait une indépendance monétaire. J'aimerais aussi une indépendance technologique, toujours, problème des États-Unis,

l'internet dépend des États-Unis. Et nous sommes malheureusement soumis à ce problème, il serait bon que l'Union Européenne, toute l'Europe, mette en place, et nous pouvons, nous avons créé Galileo, nous avons créé Ariane, nous sommes capables de créer un internet européen, qui permettrait d'être indépendants de celui des États-Unis. Un autre thème d'indépendance de l'Union Européenne, celui de l'armée, enfin pardon, de la défense. Je, l'OTAN était très bien, il nous a beaucoup servi, ça a été très utile pour la paix en Europe, mais il serait bon que nous ayons en tant qu'Union Européenne, une armée européenne, alliée de l'OTAN, mais indépendante de l'OTAN. Souvenez-vous qu'il y a encore quelques années, si les Américains le décident, demain nos porte-avions, ne peuvent plus fonctionner, et ça nous est déjà arrivé il y a quelques années, parce qu'ils refusent de nous fournir le matériel nécessaire au décollage des avions. Donc j'aimerais que nous discussions et que nous envisagions ces trois indépendances. Et enfin, dernier problème, celui de l'écologie, ce serait bien que nous lancions un grand thème pour ce qui me concerne, pour l'interdiction des OGM, OGM qui conduisent à l'utilisation de pesticides à outrance, qui aliènent les agriculteurs, parce qu'ils sont soumis aux entreprises fabricant les OGM, et donc, qui sont même nuisibles à la santé des êtres humains, des animaux et les OGM surtout, il faudrait les interdire de mon point de vue, car ils vont supprimer la biodiversité, la diversité animale, la diversité végétale.

Très bien. Merci beaucoup. (applaudissements). Alors, madame Dumas peut-être une réaction très courte, quelqu'un va m'aider, et ensuite, alors vous êtes députée UDI, je ne me trompe pas.

Frédérique DUMAS

Et bien c'est vrai.

Voilà. Et Pierre Ouzoulias, sénateur communiste, donc comme ça on a bien la diversité, voilà, on cherchait la diversité, on l'a tout à fait et ensuite donc c'est à vous la parole. Allez-y. Une réaction au débat, tout simplement.

Frédérique DUMAS

Tu me dis quand je viens.

Oui, oui, absolument, absolument.

Frédérique DUMAS

Non moi ce qui me, ce qui me frappe effectivement, c'est quand même, moi j'ai plutôt eu le sentiment que la plupart des jeunes étaient assez au courant finalement de ce qui ne marche pas dans l'Europe et qu'ils l'exprimaient assez bien, que ce soit l'agrandissement, que ça soit tout ce qui fait que l'on n'arrive pas à se réunir, même si j'ai lu récemment un livre de l'essayiste Taleb, qui disait on s'entend mieux avec ses voisins qu'avec ses colocataires. Et c'est vrai que l'on est finalement des voisins en Europe. Moi je suis, vous le savez peut-être, peut-être pas pour tout le monde, mais portée sur les sujets de culture, de budgets, etc., notamment, et je pense que ce qui manque peut-être à l'Europe, on parle de citoyenneté européenne, on sait tous que c'est compliqué à construire, on sait tous qu'on n'arrivera pas à faire une espèce de culture **poly**, par contre ce modèle, vraiment qui est défendu au niveau européen, et qui est une réussite, et je trouve qu'on ne le dit pas assez, c'est, ce qui est quelques fois mal perçu parce que on appelle ça l'exception culturelle, et on le voit un petit peu comme quelque chose de défensif, ce qui n'est absolument pas le cas. L'exception culturelle, c'est réellement la possibilité de défendre un modèle, de société, qui est celui de la diversité, donc de la possibilité de choix, donc de la démocratie. Et je trouve que on ne le porte pas assez. Et, et moi j'avais porté l'idée aussi, qu'on pourrait, éventuellement, pour construire un ciment européen, se

mettre ensemble, pour définir un enseignement commun, sur un certain nombre de choses, notamment de culture, ou d'idées, qui permettraient non pas qu'on enseigne quelque chose d'unique partout, mais qu'on reprenne ce qui est très important dans chaque pays, pour que chacun reconnaisse l'autre. Et c'est pas parce qu'on aurait réuni les gens dans quelque chose de monolithique, c'est parce que chacun apprendrait à connaître l'autre, pour pouvoir justement mieux, mieux s'intégrer, comme des systèmes, évidemment au Canada, par exemple, qui sont des systèmes fédéralistes, qui par essence ne mélangent pas les choses, au contraire, qui permettent à chacun de vivre, de vivre ensemble. Donc moi je, je trouve, déjà je voulais remercier Philippe Laurent d'avoir accepté de jouer le jeu, avec mon amie et collègue Valérie et c'est un combat mené par l'ensemble de la ville, parce qu'on est tous ensemble, là, puisqu'on est quand même, on représente plusieurs sensibilités politiques, c'est déjà important que sur l'Europe on arrive à se mettre d'accord, voilà, c'est juste que, je trouve.

Merci en tout cas, on va en discuter. (applaudissements). Alors, Pierre Ouzoulias une réaction également, votre réaction à ce qui s'est dit là.

Pierre OUZOULIAS

Oui, beaucoup de choses. Moi je suis très impressionné par ce qu'ont dit les, les jeunes, parce que je trouve qu'il y a encore un projet, européen, dans tout ce que l'on a entendu. Et que c'est courageux d'avoir encore un projet européen avec ce que, ce que nous vivons. Mais j'ai senti un, une grande insatisfaction, et quelque part une angoisse, que je partage. Alors on n'est pas de la même génération, mais je vais vous expliquer pourquoi. Moi j'ai cinquante-quatre ans, une partie de ma famille n'est pas revenue des camps de concentration, et dans le regard de ceux qui sont revenus, il y avait un message, plus jamais ça, plus jamais ça. Et aujourd'hui, quand j'entends l'Europe, j'entends malheureusement des discours qui étaient ceux des années 30, des discours antisémites, racistes, homophobes, anti francs-maçons, tout le répertoire de l'extrême droite nazie, et quand je regarde mes filles, je leur dis, où on s'est trompé, qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui a fait que cette idée européenne, aujourd'hui, elle est dévoyée par des gens comme ça, et elle risque de plonger nos démocraties vers l'abîme, parce que on sent très bien, vous avez parlé du, du Brexit, d'autres pays pourraient sortir. Mais si ils sortent je ne sais pas ce qu'il va advenir des démocrates de ces pays, qui aujourd'hui sont encore protégés par, par, par les traités européens. Donc là il y a un sentiment d'urgence, il y a un sentiment d'urgence, moi je suis vice-président de la commission des affaires européennes, au Sénat, nous avons tous les mois un débé, un débat, pardon, préalable au sommet européen, et juste avant les vacances, en juin, les huit groupes du Sénat étaient d'accord pour se, pour dire tous qu'est-ce qu'on a loupé ? Qu'est-ce qui s'est passé pour que aujourd'hui l'Europe soit aussi éloignée du projet que nous portons, et je le dis sans aucune ambiguïté, je porte comme vous, un projet européen, un projet, un projet humaniste, et on s'est dit notamment, hein, enfin, on peut se tutoyer, tu as dit que j'étais sénateur communiste, oui, je le confirme, j'ai aussi une interrogation par rapport à ça. Il y a des pays qui étaient dans un bloc totalitaire, qui en sont sortis, pour rejoindre une démocratie, et qui aujourd'hui prennent une pente qui malheureusement est très éloignée des références de la démocratie occidentale. Donc qu'est-ce qu'on a loupé au moment de leur intégration ? Et, il y a un jeune qui a dit très justement, j'ai trouvé que l'image était parfaite, l'Europe, l'État, la région, le département, la commune, son quartier, parce que je sais qu'à Sceaux, les quartiers ça compte, ça compte beaucoup, c'est des poupées russes, et la dernière elle est indivisible, ce qui m'a bien plu aussi. Et, et je crois que ce qu'on a loupé c'est essayer de savoir précisément quelles sont les compétences qui reviennent à chacune des poupées. Il y a des compétences sociales, notamment, en matière de protection sociale et économique, qui ont été ôtées, au matriochkas les plus basses, mais qui n'ont pas été reprises par les échelons les plus hauts,

ce qui fait que aujourd'hui, il y a une sensation de, de vide, de perte, de perte de repères. Mais je crois que c'est ça qu'il faut qu'on se prépare, mais je suis trop long. Mais comme au Sénat je n'ai que deux minutes, ici j'en profite. (applaudissements)

Je n'ai pas piqué la sonnette du président du Sénat. Alors, monsieur Giuliani, peut-être vous pourriez commencer, vous avez le micro devant vous. Voilà. C'est assez libre. Qu'est-ce que vous inspire, à la fois, l'enquête que nous avons faite à Sceaux, et tout ce qui s'est dit, et qui est déjà très riche. (inaudible)

Jean-Dominique GIULIANI

Oui, c'est extrêmement riche, et moi je me demande si on a des choses à rajouter, en fait, en réalité, parce que tout ça est plein de bon sens, à commencer par le film et par tout ce que l'on a raconté. Et je trouve que c'est pas si divers que ça, en réalité, pour répondre à ce que vous disiez. Je fais trois réflexions, je crois qu'il y a une évidence européenne. Aujourd'hui, 80 % de la population mondiale est en Asie, l'Afrique huit cent millions d'habitants, va plus que doubler sa population d'ici 2050, la France, et l'Europe aujourd'hui, nous ne représentons que 7 % de la population, donc nous avons le continent le plus petit par la géographie, bon. Donc c'est évident, et je l'ai retrouvé dans le film, comme l'Europe est un (inaudible), et on parle d'Erasmus comme si c'était dans la constitution française depuis (inaudible), donc ça fait partie de la vie. Et comme l'Europe est une évidence, évidence géographique, évidence politique, évidence de nécessité, et d'ailleurs vous voyez bien, que ce soit l'extrême gauche, l'extrême droite, etc., qui l'ont dit, moi je ne suis pas anti-européen, je ne suis pas pour cette Europe là. Donc déjà, nous qui avons milité pour l'Europe, je veux dire, on a gagné, parce que, vous le dites partout, à une exception près, il y avait un monsieur Dujardin, qui lui doit être très sensible à certaines sirènes, et c'est son droit d'ailleurs, enfin il est très minoritaire, tout ce qu'on a entendu, dans tout ce que vous avez dit. En réalité, moi, j'ai un message très clair, pourquoi c'est une évidence ? Je partage l'avis de madame Dumas, on entend, on lit la presse, que ce qui ne va pas en Europe. Quelqu'un a dit, nous sommes tellement différents. Moi je passe mon temps à voyager, je ne nous trouve pas très différents, hein. Quand vous êtes à Buenos-Aires, ou à Tokyo, un Allemand, un Français, il y a un chinois, ils ne comprennent pas nos chicaneries, la plupart du temps, et ils ne comprennent pas une deuxième chose, et toutes les populations du monde, c'est-à-dire en 2050, 90 % de la population mondiale, ne comprendra pas pourquoi l'Europe ne représente pas une seule, un seul pays, complètement unifié, puisque c'est le plus petit géographiquement, de la taille, c'est nous les plus petits, mais c'est aussi nous les plus riches, vous avez raison de le dire. Premier PIB de la planète, si on met tout le monde y compris la Roumanie, la Bulgarie, et on est largement devant les États-Unis. On est largement, encore, devant la Chine, première puissance commerciale, vous me direz, en ce moment, c'est pas tout à fait grâce à la France, mais grâce à l'Allemagne, mais bon. D'accord, mais première puissance commerciale, et par le revenu moyen des habitants, que le revenu le plus important pour une population de cinq cent onze millions d'habitants, aux États-Unis, ils n'en ont que trois cent quatre-vingt. D'accord. Alors que la Chine, c'est cinq milliards quatre, que l'Inde, va faire bientôt un milliard sept d'habitants, c'est encore nous les plus riches, et nous sommes tellement riches, et c'est là où, que je pense que nous sommes des enfants gâtés, nous sommes les enfants gâtés du monde. Il faut que vous le, que vous le croyiez, c'est-à-dire quelqu'un a dit, finalement, nous montrons l'exemple, et nous sommes les seuls à avoir des relations pacifiques, nous sommes les enfants gâtés du monde, avec 7 % de la population, nous dépensons 50 % des dépenses de santé du monde. Voilà l'état des comptes. Donc l'évidence, elle est européenne, l'efficacité contrairement à ce que qu'on pourrait croire, et entendre ici ou là, elle est aussi européenne. On a beaucoup parlé environnement, parce que le thème du glyphosate c'est un raté, on a parlé que de ça, mais toutes les lois environnementales, les députés vous le diront, le

sénateur aussi. Aujourd'hui elles viennent de l'Union Européenne, c'est-à-dire qu'on ne peut pas décider aujourd'hui, de règles de protection de l'environnement tout seuls, en France, ça ne veut rien dire, on est obligés de le faire avec nos voisins. Donc la plupart, 80 % des lois environnementales, elles sont prises dans le cadre européen, c'est l'Europe qui donne l'exemple au monde. Peut-être pas suffisamment, ça c'est un autre débat, la conférence de Paris, elle est due à l'engagement de la France, mais de toute l'Union Européenne, avec son poids, première puissance aussi, industrielle et économique, du monde, qui décide de prendre en compte les questions environnementales. Vous voulez que je vous choque jusqu'au bout, l'immigration, en 2015 on a eu une vague de réfugiés, aujourd'hui on a réduit de deux tiers l'immigration, c'est pas un sentiment qu'on a, c'est pas une perception, mais qui l'a fait, nos gouvernements ? Non. Uniquement au niveau européen, qu'on a pu passer les accords, la Turquie, (inaudible) en Lybie, essayer de passer des accords avec les pays du Sahel, et on réduit de deux tiers l'immigration. Alors ça ça va vous faire réagir, j'en suis sûr, parce que on a le sentiment inverse, parce que tout seuls, on ne peut pas le faire, et donc l'Europe est plus efficace. Qui est-ce qui poursuit les GAFAM Google, etc., c'est l'Union Européenne. Et troisième réflexion, je vais synthétiser ce que j'ai entendu, et encore je serais trop lapidaire, oui, il y a un problème d'ignorance, il y a un problème de doute sur l'europpéen, et il y a un problème, j'allais dire, d'insatisfaction européenne, légitime, parce que l'Europe est inachevée, parce que l'Europe n'est pas une puissance assumée dans le monde, avec tous les attributs de la puissance. Une armée forte, qui puisse légitimer une diplomatie indépendante. Elle a longtemps vécu sous la protection du parapluie américain, un peu moins pour la France, beaucoup pour nos partenaires, d'où la difficulté de faire une Europe de la défense, voilà. Et dernier point que je voudrais dire, c'est que, et je le dis comme je le pense, dans un caractère neutre, depuis le nouveau quinquennat, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, on a la chance que la France est de retour en Europe, c'est-à-dire qu'elle fait des propositions, et ça c'est très important parce que c'est le rôle de la France d'agiter les idées, et c'est pour ça que cet exercice là est intéressant, parce qu'il va remonter jusqu'au institutions européennes, qui c'est vrai, semblent (inaudible), qui c'est vrai, selon une démocratie à deux niveaux, c'est compliqué, on ne comprend pas grand chose, c'est vrai, c'est un peu bureaucratique, parce que c'est une administration, Bruxelles, qui représente la moitié des fonctionnaires de la ville de Paris, quand même. Donc c'est pas si bureaucratique que ça, là, trente cinq mille fonctionnaires à Bruxelles et dans le monde, cinquante cinq mille à la mairie de Paris. Ok. Et pourquoi ? C'est parce que c'est une administration qui est harmonisée, et pas (inaudible), donc on a l'impression qu'elle est loin, et souvent elle est loin (inaudible) européenne. Donc moi j'ai entendu encore plein d'autres choses, j'ai plein de réponses, j'ai plein, j'ai envie de débattre aussi, mais je crois que c'est vous qui êtes venus là pour parler, et je vous laisse la parole.

Très bien merci. (applaudissements). Alors, madame Gomez-Bassac, à vous, et ensuite Philippe Lemoine. Je vous en prie.

Valérie GOMEZ-BASSAC

Alors le, ce travail est difficile également pour moi, parce que en effet, il y a, il y a beaucoup de choses à dire, alors je vais déjà éviter de répéter ce que vous avez dit monsieur Giuliani, car je, je partage tout à fait vos propos, et nous avons déjà souvent parlé, comme d'habitude. Alors je suis d'abord ravie, ravie d'avoir vu ce film, parce que c'est vraiment ce qui était voulu dans le cadre du rapport que j'ai rédigé avec mon collègue, Michel Herbillon, donc qui fait partie des Républicains, dans le cadre d'un groupe de travail, et dans le cadre de la commission des affaires européennes, de l'Assemblée Nationale. La volonté était vraiment de donner la parole aux citoyens, et de la donner à tous les citoyens. Donc à vous la jeunesse, aux personnes âgées, aux salariés, aux syndicats, et c'est vraiment ça qui ressort de, bah de l'exercice que vous avez fait et des différentes consultations que

j'ai pu faire, sur le territoire. Nous avons fait des consultations sur les plages, nous avons fait des consultations dans les pôles emploi, nous avons fait des consultations dans des théâtres. Alors quand je dis, nous, c'est moi en tant que députée, ou en tant que citoyen, mais non, heureusement, des présidents d'associations, des chefs d'entreprises, des politiques, et monsieur le maire, félicitations pour cette initiative également, parce que ça montre cet engagement d'avoir voulu des consultations trans-partisanes, je parlerai après peut-être un peu de la restitution, mais avant je voudrais rebondir sur ce qui a été dit, et je vais choisir, peut-être, un peu d'autres thématiques. En effet, tout à l'heure, lorsque j'étais interviewée, je parlais de la pédagogie qui doit être faite sur l'Europe et de, de, des actions qui sont menées par la Commission Européenne, parce qu'il y en a, et il y en a beaucoup. Des documents qui sont, qui sont distribués, qui sont transmis dans les universités, dans les écoles, des questionnaires en ligne, mais ce n'est peut-être pas très bien fait, puisque ça n'arrive peut-être pas à toutes les personnes, ou aux bonnes personnes. Donc on a un vrai travail de pédagogie à faire. En tant que maître de conférence à la faculté de droit, aussi, je regrette que beaucoup de matières touchant à l'Europe ont été supprimées au fil des années, ça sur des décennies. Alors, à nous enseignants, aussi de prendre la responsabilité d'intégrer de l'Europe dans nos cours. Moi je suis en droit des affaires, je fais toujours une part en droit européen des affaires, parce que c'est le seul moyen que nous avons justement, pour apprendre l'Europe. Parce que là, une personne a dit, je suis une citoyenne européenne, autant vous dire le plaisir que ça me donne que vous disiez ça, en même temps je suis une citoyenne Française, parce que en effet, l'un n'exclut pas l'autre, fort heureusement, et en effet, pour être citoyenne européenne, et bien il faut savoir parler de l'Europe, et c'est sur nous, c'est une responsabilité collective que nous avons que de vous l'enseigner, ou de vous transmettre tout ce que l'on peut. On a un travail très important à faire à ce niveau-là, et à essayer de diffuser au mieux le, le, le fonctionnement des institutions, mais pas seulement. Le, tout à l'heure, une personne également disait que c'était dommage, que bien souvent c'était pas fait au nom de l'Europe, mais au nom de la France, au nom de l'Italie. Oui. Et c'est toute la difficulté, c'est que l'Europe n'est pas incarnée dans une personne. Lorsque notre Président de la République parle, il parle pour la France. Et on n'a pas cette approche là, au niveau l'Europe, même si nous, enfin ceux qui sont pro-européens, on connaît certaines personnes, certaines figures européennes, elles ne peuvent pas être connues de tout le monde, parce qu'on n'a pas les mêmes préoccupations, parce que on n'a pas les mêmes parcours de vie, et c'est toute la difficulté, c'est de, de rendre cette Europe, cette Union Européenne, plus, plus humaine. Donc là aussi il faut peut-être se poser les questions. Est-ce qu'il y a des choses à revoir ? Est-ce qu'il faut un véritable gouvernement européen ? Je ne vais pas m'engager sur ce terrain-là, mais c'est vrai que ce sont de vraies questions qu'il faut se poser, pour qu'il n'y ait plus cette, cette séparation. Il faut recréer du lien, il faut que les parlementaires de terrain, fassent davantage de terrain, et nous, élus locaux, nationaux, que nous les invitions davantage également. De la même façon, les commissaires européens, etc. il faut recréer ce lien là, qui a disparu, parce que l'Union Européenne, est devenue au fil du temps, une évidence. Vous disiez tout à l'heure, monsieur, qu'est-ce qu'on a, qu'est-ce qu'on a loupé ? Qu'est-ce qu'on a loupé, je crois que on ne s'est pas rendu compte qu'elle était devenue une évidence et on arrêté de, de rappeler l'essentiel. De rappeler que c'était l'Europe de la paix, et on a laissé jaillir certaines idées extrémistes qui aujourd'hui prennent le pas, et il faut faire très attention, et être très prudents. Tout à l'heure également, une personne disait, mais comment faire pour, pour faire de véritables actions ? Et bien je dirais qu'il y en a déjà une à faire et quelques soient vos choix politiques, parce que je ne suis pas là pour faire de la politique, mais engagez-vous, faites votre devoir de citoyen et allez voter. Je crois ça commence tout simplement là. Et là, ensuite, vous aurez le temps en effet de... (applaudissements). (inaudible) orientation politique, quelle qu'elle soit, mais tant que les, les élections représenteront le taux qu'elles représentent en ce moment au niveau européen, c'est, c'est pas parlant, donc c'est vrai que c'est encore une, une difficulté. Et enfin je terminerais, peut-être

sous un angle économique, parce que c'est un angle qui, qui m'est cher. Une personne disait également, tout à l'heure, c'est trop difficile, aujourd'hui, de faire une fusion entre une société française et une société allemande, et autres. Oui, c'est très difficile. C'est très difficile car nous avons des droits différents, et là aussi une question se pose, est-ce qu'il faut aller plus loin dans l'harmonisation ? Moi je suis assez pour la promotion d'un code européen des affaires, mais qu'est-ce qu'on y met dedans ? C'est très complexe. Mais peut-être qu'il serait temps maintenant d'avoir une base commune. La société européenne n'a pas fonctionné, donc en droit des sociétés la société européenne n'a pas fonctionné parce qu'elle était, elle ne touchait que des entreprises d'une certaine importance, et elle était trop difficile à mettre en œuvre. Elle n'a pas eu du tout l'effet escompté. Bon je crois que au niveau économique, alors que c'était le fondement aussi, un des fondements de l'Union Européenne, on n'est peut-être pas allés assez loin, on a été un peu frileux, et pour ça et bien il faut que l'on n'oublie pas que en effet, nous sommes une union, ça j'ai bien aimé ça aussi, l'union de plusieurs états et non pas un état qui a pris, qui domine les autres, et c'est ensemble qu'il faut travailler, il faut surtout éviter tous ces clivages, même si ils existent dans les faits, de l'Europe des riches, l'Europe des pauvres, l'union de l'Est, l'union de l'Ouest, nous sommes des peuples ensemble, nous sommes un peuple, européen, et moi aussi j'ai envie de croire en ce beau rêve européen. (applaudissements).

Très bien. Merci beaucoup madame Gomez-Bassac. Philippe Lemoine. Alors, moi je voulais, alors je laisse totalement ouvertes vos réactions, les deux précédents sont un peu spécialisés, à leur façon, sur l'Europe, vous moins, vous êtes président du Forum d'Action Modernités, j'avais deux petites questions, comme ça, qui me tarabustaient, c'est la question de la pédagogie, qui revient souvent. Au fond, si on expliquait mieux, les gens seraient plus Européens, j'aimerais bien avoir votre sentiment dessus. Est-ce que vous partagez cette vision-là ? Et puis la deuxième chose, vous avez écrit un livre, ce n'est pas un secret, Une révolution sans les Français, est-ce qu'on peut faire une Europe sans les Européens ?

Philippe LEMOINE

(inaudible) moi (inaudible) autour de deux aspects, le premier c'est pour vous dire merci et encore, franchement, parce que lorsqu'on regarde le film, etc., on est nourris, on est nourris d'un espèce de, je ne sais pas si c'est vraiment uniquement une sorte d'optimisme, comme ça a été dit, mais d'énergie, d'énergie, de ne pas se complaire, ou dans l'autodénigrement, ou dans l'autosatisfaction, parce que c'est un peu lié au fait que vous êtes jeunes, que vous vous vous êtes exprimés, il y a une fraîcheur des thèmes qui sont abordés, avec beaucoup d'idées, beaucoup de choses qui sont intéressantes, qui sont intelligentes. Voilà. Et vous démontrez encore une fois ce que je pense, on est plusieurs à penser ici, qui est que lorsqu'on donne la parole aux personnes, il en sort des choses qui sont beaucoup plus intéressantes, que ce que les élites installées attendent, ou croient voir venir. Je crois que, je ne sais pas, on pourrait prendre le (inaudible), je pense que notamment, vous parlez de choses qui m'ont, qui m'ont frappé. Il y a eu les personnes, là, interviewées dans le film, qui dit, bah ça serait peut-être pas mal qu'on ait aussi la possibilité d'avoir aussi une citoyenneté purement européenne, en tout cas pour certains, qui ne peuvent pas se sentir, voilà, ou qui ne sont pas, voilà, vécu comme Français, ou comme Allemands, comme Italiens, on serait Européens. Pourquoi pas ? Il ne faut pas ouvrir cette piste là ? Ça, ça fait partie des, des thèmes qui ont été abordés. Et puis, le ton, le ton sur lequel les interviews ont été données, franchement ça change, ça change de mille débats compassés, ça change également de ce que moi je vois plus, puisque je travaille beaucoup sur les domaines du numérique. Quand on regarde les réseaux sociaux, on a l'impression d'un déferlement, quelques fois, de haine, un déferlement de trucs recuits etc. Là il y des personnes, qui sont des personnes qui se montrent, visage découvert, on a leurs noms, elles se considèrent comme

impliquées, il y a une personne qui parle de son histoire personnelle, quand il était annoté, comment, voilà, ils sont concernés, extrêmement et clairement et ils ont des choses à dire, qui ne sont peut-être pas toujours les mêmes, je suis d'accord qu'il y a une certaine diversité, mais quand même, ils ne sont pas dominés par de la haine, et aujourd'hui il y a tellement de débats, notamment les débats qui sont supportés par les réseaux sociaux, dans lesquels il y a le pire de ce que la nature humaine peut produire, qui sont présents, franchement ça change, par rapport à ça. Donc franchement, merci et encore. Ceci étant dit, j'ai encore plus cette impression aujourd'hui, je vais vous dire, moi j'étais auto intoxiqué, par l'idée que ce remaniement ministériel en France, qui durait tellement longtemps, et bah c'était si long, et bah que le Président de la République il aurait la capacité de **(inaudible)** en sortant un gouvernement dans lequel il aurait fait entrer un ou deux Européens, je me disais, c'est pour ça que c'est long. Et ça aurait été possible techniquement. C'était possible techniquement. Et si son combat, réellement, et de dire, maintenant je vais prendre la tête dans le camp qui est un camp européen, contre le camp populiste qui, qui vient, quel meilleur acte il aurait pu faire ? Bah non, bah non, on n'est pas là-dedans. Donc voilà, j'étais un petit peu, un petit peu sur le flanc et franchement merci du débat tel qu'il a été tenu. Ceci étant dit, j'abordais le problème de, du débat avec les populistes, attention. Il n'y a pas une ou deux interventions dans la salle, notamment cet interview, il y a un danger majeur qui existe à l'heure actuelle, qui n'est pas uniquement le danger de la pédagogie, etc., qui est le danger de la montée d'une vague populiste qui n'est pas du tout pro-européenne, et qui a des fondements. Et donc il faut y réfléchir tout de même. Et par rapport à ça, moi il y a une chose qui me semble incontestable à l'heure actuelle et qui est renforcée par le domaine sur lequel je travaille, qui est la transformation numérique, qui fait que les personnes ont conscience aujourd'hui, d'être très en avance sur les techniques, très en avance sur les techniques, et que notamment il y a des tas d'élites dans la presse, dans la politique, dans les experts institutionnels, etc., qui sont complètement larguées par l'évolution du monde. Et c'est pas tellement rassurant, quand on dit en même temps, que 50 % des emplois qui existent aujourd'hui sont amenés à disparaître dans les quinze ans qui viennent, qu'il va y avoir des changements extrêmement importants et que les personnes ont l'impression d'être en avance par rapport à ça. Et ça ça entraîne la possibilité d'avoir des mouvements d'opinion dans lesquels il y a des choses très étonnantes qui se produisent. Pour moi, quand je vois en Italie par exemple, un mouvement comme le mouvement Cinq Étoiles, qui était né en 2008, il n'y a pas longtemps, de la réflexion sur les enjeux nouveaux, les Cinq Étoiles, vous savez c'est eau publique, transport durable, collectivité généralisée, développement écologique, protection de l'environnement, c'est ça les Cinq Étoiles, on dit voilà un mouvement qui est né d'aujourd'hui, qui se disait, je vais essayer de trouver des formes très horizontales d'agrégation des uns et des autres, autour du réseau internet, tout à fait en dehors des partis politiques, et voilà la question des migrants, à elle seule, qui ne suffit pas à empêcher un accord de gouvernement entre ça, et la Ligue, c'est-à-dire quelque chose qui est issu de la Ligue du Nord, et issu au-delà de ça, de la tradition néofasciste italienne. Que ça n'ait pas empêché, c'est invraisemblable. Qu'un mouvement comme en Allemagne, le mouvement populiste Aufstehen, le mouvement qui se développe avec Sarah Wagenknechts, qui le dirige, a, sur les questions des migrants, n'a pas une position très différente de la position des populistes de droites. Donc il y a un vrai risque de rencontres, entre ce qu'il est convenu d'appeler les populistes de droite et de gauche, et qui pourrait entraîner quelque chose d'extrêmement lourd en Europe. Donc je pense que oui il faut la vitalité que vous avez manifestée, mais pour mener plus de débats, attention.

Voilà. Merci beaucoup Philippe Lemoine. (applaudissements). Alors, à ce stade du débat, pour relancer, je vais demander, je vais demander aux gens qui ont travaillé aux propositions dans le grand atelier, de venir notamment, Hélène Tavier, voilà. Hélène Tavier, puis... attention ne reculez pas, sinon on va avoir un... Alors, alors vous êtes en train de voir le travail qu'ils ont fait le 19 septembre, et ils

ont beaucoup travaillé. Vous ne les voyez pas vraiment parce qu'ils sont derrière. On vous enverra sur les, ce n'est pas moi qui ai pris le micro, vous êtes là, sur les réseaux sociaux, c'est comme (inaudible), ça sert aussi à propager un peu de démocratie, celui de Sceaux, et surtout aussi sur le réseau (inaudible), vous verrez le travail fait par, par les groupes. Alors, donc des gens qui sont là, qui sont venus tous ensemble, il avait trois groupes, hein. Quelle identité européenne ? Quel modèle européen ? Quelle démocratie en Europe ? Ce sont des thèmes, alors c'est assez significatif, qui n'ont pas été choisis par, par nous, qui avons organisé pour la ville de Sceaux ce, ces rencontres, mais à partir de ce qui s'était dégagé des interviews, donc voilà, c'est des thèmes... Donc on va vous demander un peu sur quoi vous avez travaillé, comment vous avez travaillé, et quelles sont les idées qui ont commencé à, à sortir, et qu'on va mettre en débat dans la salle, dans l'instant qui suit, voilà, avec évidemment le... Mais vraiment faites attention, vous me faites peur de, de reculer, voilà. Allez-y, alors qui commence ? C'est vous ? Présentez-vous d'un mot à chaque fois. Voilà.

Hélène TAVIER

Donc Hélène Tavier, donc Scéenne. Donc on a participé à un groupe sur l'identité, quelle identité européenne ? Donc on a travaillé sur, finalement, l'Europe est-ce que c'est une nation, est-ce que c'est une idée ? Est-ce que c'est un garant de paix ? Enfin, qu'est-ce qui fait que l'on est l'Europe ? On était un groupe très motivé, on a eu beaucoup de débats, c'était vraiment très agréable. On a eu aussi la présence de personnes extérieures à l'Europe, notamment une participante Péruvienne, qui a vraiment dit que vous avez fait quelque chose d'extraordinaire, vous ne vous rendez pas compte de ce que vous avez réussi à faire. Nous on n'y arrive pas avec une même langue, alors que vous vous avez bâti des choses avec des langues différentes, des cultures, quand même, même proches, différentes, donc en fait on se rend compte quand on a un regard différent, de la part d'une autre, que en fait on a fait quelque chose de très, très important, avec l'Union Européenne, et du coup, finalement à la fin des discussions et des débats, on s'est dit qu'est-ce qu'on pourrait proposer, donc on a fait plusieurs propositions. On en a retenu une ce soir, parce que voilà, on ne va pas, on en a fait beaucoup plus que ça, mais en fait on souhaite aller plus loin, en fait on, on, dans le groupe on souhaitait aller vers une Europe plus forte, qui se, qui puisse se faire, enfin vraiment un bloc par rapport aux autres blocs, on en a parlé tout à l'heure, hein. Les États-Unis, la Chine, et c'est vraiment nécessaire, aujourd'hui, de faire, de faire une fédération, c'est peut-être pas le mot, mais en tout cas quelque chose qui nous unissent plus, avec des valeurs communes, une identité qui soit la nôtre, mais en respectant les identités nationales, et, et régionales des, des pays. En répartissant peut-être les rôles et les tâches entre les états. Parce il y a sur une superposition des coûts, en tout cas c'est l'impression qu'on a aujourd'hui, alors qu'on pourrait donner plus de responsabilités à chacun des membres, mais tout en développant quand même une fierté d'appartenance, donc ça c'est très important pour nous, la notion de fierté. Et pour ça, du coup, on pourrait peut-être travailler sur, au-delà de la charte, sur une constitution européenne, se doter plus de pouvoirs, de pouvoirs régaliens, donc on a parlé tout à l'heure de la défense commune, de la justice, également, continuer sur la monnaie forte, et politique économique de plus en plus harmonisée. On sait que ça prend du temps aussi, hein. Il faut, il faut aussi voir que ça prend du temps tout ça. On est un peu exigeants, on voudrait que tout aille très vite, mais non, parce que si on veut respecter les identités, il faut prendre le temps, mais on peut aller plus loin. La politique environnementale, et puis surtout l'enseignement, sans doute à l'école, très tôt, en fait de tous les symboles européens, de toute la pédagogie dont on a parlé, il faut que ça commence en fait à l'enfance, plutôt que de le faire quand on est déjà étudiant, ou à l'université. Voilà.

Vous en pensez quoi, vous de l'idée qu'il y avait tout à l'heure, d'une carte d'identité, on adhère directement, on adhère, c'est pas le bon mot, mais, on devient directement Européen, parce qu'il y a

des gens au fond qui sont ni d'un pays, ni de l'autre, mais qui se sentent bien dans notre continent, ça paraît absurde, ou envisageable ?

Hélène TAVIER

Non, je pense que c'est envisageable. De toute façon ce qu'on...

Parce que ça existait au niveau international, il y eu les passeports des gens, après la guerre, voilà...

Hélène TAVIER

Ce qu'on a vu dans le groupe, c'est qu'on voulait se doter de, de symboles vraiment importants, de symboles communs, donc ça peut faire partie des idées, on n'en a pas parlé en tant que tel, mais en tout cas, je pense que c'est possible. En tout cas vraiment créer une identité européenne, sur des valeurs communes.

Très bien. On reviendra dans la salle, dans un instant pour faire réagir. Alors, quel modèle européen ? Qui est-ce qui s'y colle ? Allez-y. Qui est-ce qui... C'est vous, allez-y. Alors, présentez-vous toujours, d'un petit mot.

Véronique TIBAYRENC

Je suis Véronique Tibayrenc. Et comme j'ai participé à l'atelier sur le modèle européen, et beaucoup d'idées ont émergé, alors dans des champs extrêmement variés, comme d'autres thèmes, par exemple une Europe de la défense commune, renforcée, par exemple une politique commune, plus engagée, au niveau des nouvelles technologies. Et des choses également au niveau de l'éducation, un modèle européen éducatif. Mais ce qui est surtout revenu de façon très récurrente, c'est l'aspect, ce sont un peu les trois piliers du développement durable, c'est l'aspect économique, social et environnemental. Et en ce qui concerne l'aspect économique et social, il y a eu pas mal de réactions autour de la nécessaire, la nécessité d'harmoniser l'Europe de ce point de vue là. On a l'impression, vu du citoyen, que depuis des décennies, l'Europe essaye de développer une harmonisation fiscale, sociale, or on voit qu'on a des taux d'IS, quand même qui, qui descendent jusqu'à 12 et demi %, alors que nous on a un taux d'IS, à 33 un tiers, ça fait, ça fait réfléchir. Sur le plan social, c'est pareil, on a l'impression que par exemple, la nouvelle mouture de la directive travailleur européen, est vraiment sortie d'un, d'un bras de fer au sein de l'Union Européenne, donc on a l'impression qu'il y a une lutte interne, pour l'attractivité territoriale, entre chaque pays de l'Union Européenne, alors que de notre point de vue, on s'est, on s'est tous dit, bah l'Europe il faut faire bloc, face à d'autres blocs, comme l'Amérique du Nord, la Chine, etc. Et finalement on s'est dit puisque c'est si difficile que ça, d'obtenir une harmonisation fiscale, économique, sociale, etc., pourquoi ne pas se lancer sur l'harmonisation environnementale. Pourquoi ne pas être un modèle en termes de politique environnementale ? On a une grande diversité de pays, on a des compétences très variées, on a les moyens, et pourquoi ne pas, on aurait en plus, on pense que la population adhérerait vraiment à ce, à cette initiative, en plus les résultats des élections, toute, tous récents que ce soit en Bavière, en Belgique, ou au Luxembourg, ont vraiment montré une émergence de, des mouvements écologiques, et donc on s'est accordés sur cette, cette, cette demande. Pourquoi pas une, un, un élan européen dans le domaine de l'environnement.

Vous avez le sentiment comme le disait Philippe Lemoine, juste le dernier intervenant, que sur certaines questions, les citoyens sont en avance un peu sur ceux qui décident, sur les questions de l'environnement, plutôt, par exemple ?

Véronique TIBAYRENC

Oui, tout à fait. Il y a beaucoup d'initiatives au niveau vraiment du citoyen, après, un pays, un pays fonctionne avec l'initiative, l'initiative doit venir du bas et puis du haut de toutes les façons.

Ok. Merci. Merci pour votre travail. Tout ça, tout le travail sera mis en ligne et mis en ligne, et consultable, on est obligés de le résumer de manière extrêmement courte. À vous de jouer, c'est le thème numéro trois, quelle démocratie en Europe ?

Éva BELLANGER

Bonjour, je m'appelle Éva Bellanger, je me suis déjà présentée. On a travaillé sur le thème de la démocratie pour essayer de savoir comment on pouvait faire remonter tous les points de vue, que ce soit de différents partis, ou de différentes, même classes sociales, parce que aujourd'hui, pour de nombreuses personnes, le vote européen, ça ne veut clairement plus rien dire. Et parce que encore plus en tant que jeunes, on ne sait même pas ce que c'est que l'Europe, donc ça rejoint le thème de l'identité européenne, donc, personnellement, et je pense que c'est un avis partagé, on ne se sent pas Européens. C'est-à-dire qu'on se sent Français, mais on a du mal à se sentir Européens, parce que c'est quelque chose de tellement vaste, et qui est vraiment relié au, à l'école, aux dates qu'on a apprises, que ce n'est pas quelque chose qu'on peut ressentir en disant je suis Européen, et j'appartiens à ce groupe de pays. Et par exemple, c'est pour ça qu'on fait la proposition de, un peu vulgariser la, la notion d'Union Européenne, pour essayer de, de mettre du sens (inaudible).

Ok. Merci. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Des groupes ? Non. Ça va. Vous vouliez... Allez-y, allez-y. Levez-vous, présentez-vous. Oui.

Vincent COUDERC

Bonjour. Vincent Couderc, donc (inaudible), membre des ateliers. Comme le disait Éva, on s'est plus concentrés sur l'aspect (inaudible), sur (inaudible), avec un autre participant on s'est penchés plus, encore plus, sur ce qu'est le référendum, vraiment un marqueur du, d'identité en tant qu'Européen, ne plus se poser sur un questionnement national, mais sur un questionnement européen, qui n'est pas forcément le futur politique qui vient, qui vient immédiatement. Comme le disait Éva, on ne connaît pas tout du fonctionnement de l'Europe, les attentes de chacun. Donc partir déjà du référendum pour poser un questionnement européen, et apporter des réponses européennes, avec des, des notions de réponses toutes simples. Déjà quand on fait un référendum, on en tient compte, je ne vais pas revenir sur la Constitution, hein. Rien n'énerve plus un électeur, au point de vue émotif, que lui demander son avis et ne pas en tenir compte. Et, aussi du point de vue des décideurs, parce que je pense que rien n'énerve plus un décideur que de poser une question et de voir un électeur répondre à côté, avec une réponse nationale, à une question européenne. Donc on a, on a mis un certain nombre de notions, comme ça, sur le référendum, au niveau européen, les modalités, etc.

Ok. Merci c'est très clair. Vous vouliez dire quelque chose, allez-y monsieur...

Francis TIBAYRENC

Oui, bonjour, je suis Francis Tibayrenc, donc marié, heureusement à Véronique Tibayrenc, pourquoi pas faire une annonce. Cela étant, juste un petit off, c'est, on a vraiment beaucoup apprécié dans notre groupe de pouvoir travailler avec des jeunes, avec Éva et Charlotte, et puis de pouvoir bénéficier un peu en avance, également, de ce film, qui est assez remarquable, remarquable d'abord, probablement par la qualité technique, mais surtout par ce que disait tous ces jeunes, avec, comme disait monsieur, beaucoup de fraîcheur, et on s'est dit aussi, donc à partir de là, peut-être donner un

peu plus la parole aux citoyens, en Europe, parce que uniquement par référendum, quoique ce soit une très, très bonne idée, mais également à partir du jeu des institutions européennes qui existent déjà. J'entends en particulier, ce beau parlement européen, et j'insiste là-dessus, parce que on est en présence, quand même, de trois députés européens et un sénateur, deux députés européens, pardon, et un sénateur...

Ils sont députés, pas européens, hein. Peut-être...

Francis TIBAYRENC

Ils le sont presque, à mon sens, parce que ils ont tellement de talent à défendre leurs idées, que j'ai trouvé ça très appréciable. Et en plus, venant d'horizons politiques différents, ils sont tous portés vers la même chose, qui est mieux construire l'Europe, et mieux construire l'Europe pour nous, ça passe effectivement par renforcer les pouvoirs du Parlement Européen. Parce que aujourd'hui, là je suis en présence d'étudiants en droit européen, donc il faut que je fasse attention, mais il me semble que dans la, j'ai aussi fait des études en droit européen, il y a longtemps, mais ça c'était la préhistoire, mais le, je crois que ce qui est intéressant, c'est de voir qu'il y a un jeu, d'un côté avec la Commission Européenne, vingt-huit membres, peut-être bientôt vingt-sept, mais qui a une initiative législative considérable. De l'autre côté on a le Parlement Européen, cinq cent soixante-et-onze députés, je crois bientôt...

Intervenant

Sept cents.

Francis TIBAYRENC

Sept cents, pardon. Bientôt on en aura quarante-six, qui sont en, en off, pour d'autres états européens, après il y en aura toujours beaucoup. Côté français, on en a soixante-quatorze, il y a, on a un sentiment nous, si vous voulez, en tant qu'Européens, en tant que Français et en tant qu'Européens, que bah ces voix ne sont pas très entendues, et qu'on entend de temps en temps un député européen, pour ne pas le nommer, José Bové, qui a parlé ensuite effectivement du glyphosate, ce qui est très intéressant, mais on, on sent que le Parlement Européen, n'est pas très, très écouté, en tout cas par notre gouvernement. Or, une des meilleures façons qu'il soit écouté davantage, c'est probablement lui donner davantage de pouvoirs. C'est-à-dire que l'initiative législative elle ne soit plus simplement du côté de la Commission Européenne, qui est quand même un organisme non élu, même si vingt-sept membres, corrigez-moi si je me trompe, vingt-huit membres, pardon, sont tous nommés par leurs gouvernements respectifs, et ensuite il y un quitus qui est donné par le Parlement Européen, enfin un quitus ça ne fait quand même pas une politique européenne. Donc il faudrait quand même qu'il y ait davantage de pouvoirs, et que ça soit, la voix des citoyens soit davantage entendue. Voilà. (applaudissements)

Très bien. Merci beaucoup. Passionnant. Et merci de votre travail. Je vais vous proposer, vous pouvez vous rasseoir, ce sera plus confortable pour vous, parce que, voilà. Et on redonne la parole à la salle, on redonne un micro, Mathilde. On va, on va refaire un tour de points de vue, voilà, tranquillement, et ensuite je reviendrai vers vous, de nouveau. Je voulais aussi saluer, parce qu'il y a la présence des élus de Sceaux, qui sont là en grand nombre, donc ils écoutent, ils entendent et comme ils en ont l'habitude ici, ils sont très attentifs, mais ils, ils laissent la parole aux habitants de Sceaux, c'est très bien, c'est remarquable, c'est pas partout pareil. Voilà. Je ne nommerai personne. Allez-y.

Nour CHÉRIF

Donc bonjour, je m'appelle Nour Chérif, et je suis lycéenne, donc au lycée Lakanal. Et on voit comme vous en avez parlé tout à l'heure que partout en Europe il y a pas mal de montée de populisme, qu'en Italie, en Hongrie, que de moins en moins les droits de l'homme sont respectés, et donc ces personnes ont été émues, notamment par les jeunes, donc c'est des jeunes qui ont voté pour eux, donc on voit quand même de plus en plus que les jeunes ont un certain désintérêt en fait pour l'Europe, et, et je pense que c'est vraiment dommage, parce que l'Europe c'est ce qui nous a permis de rester en paix, enfin depuis, depuis que l'Europe a été, voilà, que les institutions européennes se sont créées, et tournent, on n'a plus eu de guerres en fait entre pays européens. Et donc je pense que le plus important maintenant, ce serait vraiment de créer des vrais projets, concrets, qui permettent du coup à, aux jeunes de se sentir Européens, et on connaît déjà Erasmus, et tout, mais il faudrait d'autres projets de ce type-là, pour vraiment réunir entre eux tous les peuples et tous les jeunes, parce que c'est les jeunes qui font l'avenir de l'Europe, et si les jeunes n'apprécient pas l'Europe, et bien l'Europe n'aura pas d'avenir et n'aura pas de futur, donc... (applaudissements).

Méfiez-vous les élus, vous avez des concurrents à venir là, dans la salle. Voilà. Exactement, mais c'est bien, des exemples de rajeunissement ces temps-ci, c'est très bien. Voilà. On continue. Allez-y, allez-y, là il faut un peu... Voilà. Je stresse tout le monde, mais allez-y, dès que vous avez le micro, vous vous levez, vous parlez. C'est plus simple. Bonjour.

Intervenant

Bonjour. (inaudible) en L2. Donc on a eu une très belle intervention de la dernière intervenante.

Par contre il faut vraiment parler, posez le micro sur votre menton.

Intervenant

J'ai un peu mal à la gorge, c'est pour ça.

Raison de plus pour, raison de plus pour coller le micro.

Intervenant

Et du coup, pourquoi ne pas proposer du coup, des projets pour l'échange entre les jeunes Européens, tous les Européens, en général, parce que c'est, en soit, c'est en connaissant l'autre, qu'on va finir par être nous-mêmes un Européen, en connaissant les, les Vladimir en Roumanie, ou Paolo en Italie. J'ai pensé juste envoyer des lettres, s'envoyer des lettres avec des Européens, choisis au hasard sur les listes, ou je ne sais pas...

Alors des lettres, vous êtes vraiment dans l'ancien monde ?

Intervenant

Attendez j'y arrive, un réseau social européen, que pour les Européens, un réseau social où on s'enverrait des poks, entre Européens, en Roumanie, en Bosnie, ou je ne sais pas...

Un réseau social européen, non mais voilà, il...

Intervenant

C'est une bouteille lancée, un réseau social européen, une intervention sur internet de nous jeunes.

Spécifique, et européenne.

Intervenant

Spécifique et européenne, donc ce n'est pas pour les Chinois, les Indiens, ce sont pour les Européens. J'ai pensé à quelques idées comme ça, voilà.

Très bien. Et vous pouvez les transmettre sur le site, hein, même en direct. Allez, c'est très riche, allez-y, je vous en prie, Mathilde. Oui. Voilà.

Thibaut COFAIS

Bonjour Thibaut Cofais, du Master 2 SIF, Stratégie Ingénierie Financière, ici à la faculté de Sceaux. Moi du coup je voulais plutôt exprimer mon avis, par rapport aux ateliers qui ont été faits, et notamment par rapport à l'Europe fédérale. Moi personnellement je pense que c'est la chose à faire, et la chose vers quoi l'Europe doit évoluer. Mais d'un certain côté malheureusement, je pense que pour l'instant il est trop tard en fait, de faire ça, et que cette Europe fédérale, aurait dû être faite bien avant, quand il y avait, admettons cinq ou six membres dans l'Union Européenne, ça aurait été beaucoup plus facile, déjà, pour, pour faire, pour simplifier tout ce qui est impôts sur les sociétés, salaire minimum dont on a parlé aussi, et ensuite rajouter des membres au fur et à mesure, qui, si ils veulent rentrer dans cette Europe, comment, doivent...

Accepter.

Thibaut COFAIS

Accepter, voilà, ces conditions pour rentrer dans l'Europe. Parce que, là les, les conditions pour rentrer en Europe, enfin je suis Européen, je suis pour que beaucoup de pays rentrent dans l'Union Européenne, mais dans une Union Européenne plus soudée, et plus unie, tout simplement. Donc voilà. (applaudissements).

Ok. Donc ça c'est un bilan du passé, mais, et il y a d'autres interventions, oui voilà, monsieur.

Maurice ZYTNICKI

Maurice Zytnicki je suis de Sceaux. Oui je ne sais pas si vous m'entendez, voilà, le micro plus près. Je suis donc, je suis de Sceaux. Alors, juste de mon d'expérience, avec une bonne nouvelle, une mauvaise nouvelle. De mon expérience, la bonne nouvelle c'est que les projets européens, ça existe. Il y a aujourd'hui dans le spatial, dans l'aéronautique, donc c'est Galileo du côté spatial, il y a donc du côté aéronautique et autres, des quantités de projets qui ont vu se réaliser en Europe. Ça existe il n'y a pas besoin d'attendre, c'est là. Une mauvaise nouvelle, c'est que quand on travaille sur des projets européens, on constate une chose, assez rapide, c'est qu'on a une langue commune, qu'on appelle le « Globish » et très vite on a les langues, les langues des pays. Et bien je vais vous dire, on a chacun nos langues. Et là on ne parle pas de nos langues, là, ce soir. Mais on a chacun une langue, et une langue ça structure une culture. On ne pense pas pareil. Moi j'ai appris à Copenhague, j'ai appris beaucoup appris à (inaudible), qui est un centre d'opérations satellite, j'ai appris partout, mais les gens ils réfléchissent dans leur langue, et ça on ne peut pas le gommer. On ne peut pas le gommer, on rêve d'une culture qui n'existe pas. Maintenant vous avez une grande chance, c'est qu'on a une réalité économique commune, ne crachons pas dessus. Ça suffit, c'est bien, c'est bien comme ça. Pourquoi rêver de quelque chose qui n'existe pas, de complètement détériorité, détériorité, excusez-moi, vous m'avez compris. Un peu comme c'est quand Régis Debré se moquait un peu des billets, des billets de l'euro, avec aucune référence culturelle des pays. Donc, on a une richesse économique, culturellement, je ne sais pas ce qu'on est, on a beaucoup de choses en commun, ça

fait probablement une civilisation, je ne sais pas ce que c'est une culture, une civilisation je comprends, mais n'allons pas plus vite que la musique et, et creusons ce que nous avons entre nous déjà. (applaudissements).

Merci beaucoup. Allez, je vous en prie.

Intervenant

Madame le rapporteur, messieurs les présidents, messieurs les élus, mesdames, messieurs, bonjour à tous. En propos préliminaire, d'abord, je vous transmets mes salutations de Luxembourg, où les discussions au sujet du divorce avec les Anglais s'annoncent fort sympathiques, c'est évidemment l'inverse. Je, je voulais répondre à monsieur le sénateur, qui tout à l'heure s'interrogeait sur la question de qu'est-ce qu'on a pu rater ? Moi j'ai échangé à titre personnel, notamment avec mes parents, mais avec un certain nombre de personnes, sur qu'est-ce qui a raté, et qu'est-ce qui faisait que avant l'Europe fonctionnait bien, bah au début c'était plus jamais ça, vous l'avez déjà dit. Kennedy a dit, We choose to go to the moon, allons sur la lune, et on l'a fait et ça a créé des emplois, et ça a rapporté de l'argent, et surtout, surtout ça a imprimé une dynamique, on l'a déjà dit plusieurs fois de projets, il faut un grand projet. Qu'est-ce que on a manqué aujourd'hui en Europe, c'est, à mon point de vue, c'est on a manqué de ce projet, de cet élan, et c'est un peu ce que je disais, il y a d'autres interventions, une collègue à moi, les jeunes ont besoin de ce projet, on besoin d'un projet pour se sentir impliqués dans l'Europe, et l'Europe vivra et survivra parce que la jeunesse s'impliquera avec l'expérience proposée, et ce projet proposé par nos élus et, et on ne va évidemment pas construire ce projet tout seuls, mais on va y participer avec l'expérience de nos élus, et puis de tous les citoyens. Voilà. Merci. (applaudissements)

Ok. Merci beaucoup. Alors, il y a un doigt levé, ici, et il y a monsieur ici. Allez-y.

Jack BONTÉ

Jack Bonté j'ai la chance de présider le Centre Scéen des Amitiés Internationales, qui est une association de jumelages de la ville de Sceaux. Donc nous organisons et faisons vivre les jumelages voulus par la ville de Sceaux. Ce que je voulais vous dire simplement, c'est deux, trois choses toutes simples, c'est que mon arrière grand-père a fait la guerre, mon grand-père a fait la guerre, mon père a fait la guerre, et moi je n'ai jamais été appelé de ce bras, mes enfants non plus, et je crois que c'est quand même le premier, la première chose dont nous devons d'être grés à l'Europe, parce que ça on l'a oublié finalement, parce que c'est tellement naturel d'être en paix depuis soixante-dix ans, on ne sait plus, on ne sait plus ce que c'est que la guerre chez nous. (applaudissements). Ceci dit, je vais vous parler quand même d'un vieux truc, parce que les jumelages, c'est le vieux machin, dont tout le monde se fout maintenant, parce que, c'était bien après la guerre, mais maintenant à quoi ça sert ? Ça sert, on fait le TGV, on a tout ce qu'il faut, donc ça ne sert à rien. Mais je voudrais vous dire simplement une chose, si les jumelages, effectivement, c'est un échange de, d'édiles, ça n'a strictement aucun intérêt, mais à partir du moment, et c'est comme ça que c'est vécu ici, à Sceaux, où ce sont des échanges de citoyens, et bien je peux vous jurer, que ça c'est quelque chose d'intéressant, d'efficace et d'enrichissant. Si vous discutez un tout petit peu avec des Allemands, ou avec des Anglais, puisque ce sont les villes, nos villes jumelles, vous vous rendez compte que sur beaucoup de sujets, nous sommes des bêtes absolument extraordinaires. Nous sommes à mettre dans un musée, on ne nous comprend pas. Parlez de nos lois sociales, de nos lois sur le travail, c'est un autre langage, même sans les langues, hein. Essayez d'expliquer un peu ce qu'est la laïcité, alors là, c'est un blanc sur l'antenne, on vous dit que c'est tellement mieux quand il y a des communautés. Ce que je voudrais dire simplement, c'est que on ne peut pas construire l'Europe, construire une

Europe, quelle qu'elle soit, que si les citoyens se connaissent, connaissent leurs différences. Si on ne connaît pas nos différences, on ne pourra pas essayer de faire quelque chose en commun. Or, actuellement on a plutôt tendance à vouloir faire du commun, en ayant des différences.

Très bien. Merci beaucoup. (applaudissements). J'ai une intervention là, il y a un monsieur aussi devant moi, on va aller vers vous monsieur. Allez-y.

Déborah CORMIER-JOUANNET

Bonjour, moi je m'appelle Déborah et je suis lycéenne à Lakanal à Sceaux. Bah en fait vous parlez tous d'Europe, etc., enfin même l'Union Européenne, mais sauf que au final nous on ne sait pas ce que c'est. Moi je sais que je suis lycéenne, et que je ne sais pas toujours pas exactement ce que c'est. Vous voulez une Europe unie, une Europe où chacun, enfin, est égaux, entre guillemets, mais sauf que au final on parle surtout bah des pays, bah, principaux, entre guillemets, de l'Europe, de la France, de l'Angleterre, bah qui va partir, mais sinon même de l'Allemagne, mais on ne dit pas d'Europe tout court, et on ne dit pas que, oui c'est ça, comme on l'a répété plusieurs fois, moi je ne me sens pas Européenne, parce que tout simplement je ne sais pas ce que c'est. Ça fait maintenant plusieurs, enfin ça va faire une heure qu'on est ici, au final à aucun moment on n'a dit ce que c'était et on nous a expliqué vraiment pourquoi on est là ? Pourquoi, pourquoi on est là et on essaye de parler sur l'Europe, sans vraiment dire ce que c'est voilà. (applaudissements)

Ok. Merci. Je suis sûr que vos enseignants à Lakanal, vont se faire un plaisir de rattraper ce retard. Je parle sous le contrôle du proviseur qui est là.

Intervenant

Il est parti. Il y a le proviseur adjoint.

On nous en a laissé un. Allez-y. C'est à cause de l'heure, je suis désolé.

Pascal FORGE

Pascal Forge. Je voudrais évoquer la question...

Parlez, parlez tout près du micro.

Pascal FORGE

Oui. D'accord. Je voudrais évoquer, Pascal Forge, je voudrais évoquer la question de, de gens qui ont fait l'Europe, parce que c'est, c'est simple, les Britanniques qui se sont installés dans un certain nombre de pays européens, et là je, je focalise sur le nôtre, sur la France, les chiffres sont approximatifs, mais il y a trois cent mille, à quatre cent mille Britanniques en France, et il y a trois cent mille, à quatre cent mille, peut-être plus, de nos concitoyens, ou concitoyennes au Royaume-Uni. Alors, on peut espérer que un traité sera conclu entre l'Union, entre les vingt-sept et le Royaume-Uni, on peut aussi, il peut aussi ne pas y avoir de traité. Donc c'est d'une certaine manière une question (inaudible) en quelque sorte, pour tout. Pour ces gens, je pense aux Britanniques sur notre territoire, qui sont des gens qui souvent aiment la France, parfois se sont impliqués dans la vie locale, ont investi, etc., il y a pas mal de retraités. Les Français qui sont au Royaume-Uni, sont plutôt plus jeunes, plus actifs, mais est-ce que de notre côté français, il y aurait une, il pourrait y avoir une volonté, plus qu'une volonté, une générosité, de permettre à ces, à ces Britanniques qui sont, qui ont vécu un certain nombre d'années, en France, bah d'y rester, de trouver, de trouver une, une situation qui leur permette de rester, si par malheur nous n'arrivons pas, si l'Union et le Royaume-

Uni, ne parvenaient pas sur le plan multilatéral, à un, un traité qui règle cette question, ces questions.

Vous êtes inquiets vous le Brexit dur, comme on dit, une séparation brutale avec des...

Pascal FORGE

Non je ne suis pas inquiet, je trouve que ce serait au regard de l'histoire de nos deux pays, c'est d'ailleurs une histoire du (inaudible), une histoire avec beaucoup d'échanges, beaucoup de guerres, beaucoup de sang, et beaucoup de cordialité, selon les moments. Ce serait, je trouve, une injustice, que ces gens-là, que l'on ne permette pas à ces gens-là de poursuivre ce qu'ils ont entamé, et évidemment sans perdre de vue la réciprocité pour nos compatriotes qui eux sont sur le territoire du Royaume-Uni, bien sûr.

Ok. Merci beaucoup. Allez, (applaudissements) on va prendre encore deux, trois interventions, parce que sinon on va terminer trop peu, et quand même il y a des cours demain. Allons-y.

Mickaël

Bonsoir. Je m'appelle Mickaël (inaudible) je suis étudiant à l'IUT Sceaux, en deuxième année, et au risque de paraître un peu iconoclaste dans la salle, je ne partage pas vraiment l'enthousiasme général vis-à-vis de l'Union Européenne. Parce que on a parlé de comment créer une Europe cohérente, sous modèle d'un état fédéral, et mais on ne s'est pas posés la question de, de comment créer les conditions pour créer un état fédéral. Par exemple, si on regarde les États-Unis, on voit que les régions excédentaires, qui correspondraient chez nous, à l'Allemagne, ou au pays du Nord, font des transferts de fonds, vers les, vers les régions qui sont pas, en fait, pas forcément, qui sont forcément, qui sont, qui sont plutôt déficitaires. Alors que dans Union Européenne, on n'a pas cette cohésion que on peut avoir avec les États-Unis, enfin comme les États-Unis. On a, on, on est des pays indépendants, mais qu'on a voulu fédéraliser, alors qu'on n'a pas forcément sur pas mal de sujets, des intérêts communs. Par exemple, si on prend, l'Irlande et le Luxembourg, on ne peut pas aller demander à ces pays-là de modifier leur modèle social, et de s'harmoniser fiscalement, parce que c'est de ça qu'ils tirent quand même de la richesse. On ne peut pas demander à, forcément bon si la France est en train un petit peu de changer là-dessus, et peut-être que c'est tant mieux pour elle, au niveau de ses dépenses publiques, de diminuer, peut-être que l'Allemagne, on ne peut pas demander non plus à la Roumanie, ou à la Pologne de, de, d'arrêter de faire du dumping social, par rapport à ses, par rapport à ses travailleurs détachés qu'elle envoie dans les autres pays. Donc je pense que dans l'Union Européenne, on n'a pas créé les conditions pour faire un état uni. Et en plus on n'a pas, l'immobilité des travailleurs, mais qui, qu'ils soient, comme celle comparée aux États-Unis, parce que on ne parle pas la même langue, comme ça a été rappelé, on, donc du coup si un pays, si un pays a du chômage, apparaît peut-être que les travailleurs ne pourront pas forcément aller dans d'autres pays pour, pour trouver un emploi. Et pour moi c'est un problème vraiment structurant, qui fait que fondamentalement le, l'Union Européenne est sur certains aspects mal construite, et je pense que c'est aussi important de, de penser à ça.

Très bien. Merci beaucoup. (applaudissements). Alors, on a une intervention, levez la main que je vois, il y a le jeune homme là, madame derrière lui. On va prendre cinq, allez six interventions très courtes, parce que je voudrais que l'on puisse quand même redonner la parole à nos invités, et puis il y un buffet derrière, on vient de me le rappeler, remarquez moins on sera, plus, plus on mangera, mais quand même c'est mieux, c'est mieux de manger tous ensemble. Allez-y.

Intervenant

Bonsoir je m'appelle (inaudible) à la faculté Jean-Monnet, moi je suis assez d'accord avec ce qui s'est dit, le problème c'est la communication autour des institutions européennes, et je pense qu'un problème majeur, elles ne communiquent pas assez, par exemple, là depuis, on est à six mois des élections européennes, et je n'ai jamais vu autant de pub qui vantait l'Union Européenne, qui vantait les projets que l'Union Européenne soutient, mais par exemple, monsieur, le président du Parlement Européen, pardon, qui dit à la télévision que il écoute l'avis des Européens, sur un sujet comme le changement d'horaires, je pense qu'il y a d'autres moyens de communiquer que sur un sujet, à mon sens, aussi peu intéressant. (inaudible) et je pense qu'il faudrait juste prôner le plein travail européen. Et un autre problème aussi qui est la remise constante en question de l'Union Européenne. Au moment du Brexit par exemple, personne n'a défendu l'Europe telle qu'elle. Je pense que le fait que tous les hommes politiques, en tout cas français remettent en question, en disant il faut changer l'Union Européenne, il y a beaucoup de problèmes, ça ne donne pas envie de s'engager dans l'Union Européenne. Et juste pour conclure, très rapidement, pour l'identité européenne, je trouve que par exemple, l'hymne national, enfin pas national, pardon l'hymne européen, une idée ce serait que par exemple pour le match ce soir, France-Allemagne, un match de foot, on puisse entendre l'hymne européen, ça pourrait développer le sentiment que l'on a d'être Européens. (applaudissements)

Intervenant

Très bien.

Pour ceux qui ne connaissent pas les paroles de leur hymne national, on est tranquilles. Non mais on revient, toutes les propositions sont notées, répercutées. Allez-y. On va vite, hein, vraiment, trois, quatre pas plus. Allez-y. Bonjour.

Intervenant

Bonjour. Je suis étudiante en L2 de droit dans cette faculté de, de Sceaux. Et je voulais juste rebondir sur la constitution, parce que ça a été un des projets qui a été rappelé, dit ici, mais je voulais d'abord faire remarquer qu'il y a déjà eu un projet de constitution dans le passé, et que évidemment il n'a pas abouti, sinon on ne parlerait pas de projet de constitution encore actuellement. Et je voudrais juste faire remarquer qu'il faudrait donc apprendre de nos erreurs, c'est-à-dire que si on voulait remettre en place un projet de constitution, de bien vous prendre à l'avance pour faire, pédagogiquement, expliquer ce que c'est que l'Europe, parce que effectivement, bon on nous en parle quand même au lycée, au collège, et tout ça, même si effectivement ça reste très scolaire, donc il faudrait appuyer sur la pédagogie, expliquer clairement, et expliquer que ça reste à la portée, ne pas nous balancer des pages et des pages de, de façon technique, comme ça a pu être le cas par le passé, et donc du coup, pourquoi pas, mais il faut y réfléchir, et bien s'y prendre à l'avance. Alors ensuite je voulais rebondir sur le fait que vous parliez beaucoup de démocratie. Et je voulais donc, je voudrais juste rappeler que la démocratie, c'est donc demos et kratos, donc le pouvoir (applaudissements), et donc du coup, il est où, le pouvoir ? (inaudible) avec cette intervention là, qu'on le droit de parler nous, citoyens.

Vous avez vu à Sceaux, un peu, ça ne rigole pas.

Intervenant

C'est déjà pas mal. Et il faudrait que ce genre de choses soient reconduites postérieurement, et pas juste de façon ponctuelle, quand tout va mal, et que tout risque de s'écrouler, parce que il y a le

Brexit, et parce que il y a des problèmes de crise migratoire, etc., etc.

Merci c'était, (inaudible) c'était déjà parfait comme ça. (applaudissements) Merci pour votre intervention. Pour tout le monde. Bonjour.

Philippe

Bonjour Philippe (inaudible), habitant de Sceaux, Philippe (inaudible). Alors, la question que je me pose c'est, d'abord pour monsieur Lecomte, vous avez dit que monsieur le Président Macron n'avait pas souhaité au fond...

Monsieur Lecomte, vous vous parlez de monsieur Lemoine. Monsieur Lemoine je crois, vous voulez parler de monsieur Lemoine. J'imagine, par déduction.

Philippe

N'avait pas souhaité au fond (inaudible) nommer quelqu'un qui soit de l'Union Européenne. Je voudrais juste rappeler que du point de vue historique, en France ça existait, il y avait le premier ministre (inaudible), je crois au 16^{ème} siècle, et lui avec en première langue italien, ce qui est un comble de nos jours, si je puis dire, et, en plus c'est marrant que les français l'ait critiqué de cette façon, parce que c'était l'italien, enfin bon, déjà c'était une avancé très importante, à l'époque, en matière d'idée européenne, vous savez. D'autre part en ce qui concerne le mode de communication en Europe, on en a beaucoup parlé ici de pédagogie, il faudrait absolument que les gens connaissent mieux l'Europe etc. Mais pourquoi ne pas créer une radio et une télévision européenne, comme quelqu'un l'a suggéré ?

(réactions inaudible).

On ne vous entend plus. Désolé. Très bien. (applaudissements). Il y a déjà une chaîne de télévision mais ça n'a pas un très grand succès. Alors, madame et ensuite je vais faire réagir mes invités. Bonsoir. Parlez tout près du micro.

Intervenante

Bonsoir. Je suis Scéenne. Moi je voulais rebondir par rapport à un certain nombre d'éléments, par rapport à la culture et à l'éducation.

Allez-y, allez-y.

Intervenante

Alors il y a deux constats d'une part le programme Erasmus est très positif, parce que il amène énormément aux étudiants, et moi je me dis si il ne faudrait pas l'emmener plus loin et le faire commencer plus tôt. Parce que moi, j'ai, j'ai étudié dans trois pays différents, donc j'ai aussi (inaudible) pendant trois ans, j'ai vécu dans six pays différents et que pour connaître une langue, pour connaître une identité, il faut y vivre, et que c'est au travers des échanges que l'on a, avec les habitants, avec des gens qui, qui maîtrisent, vraiment cet environnement là, que l'on va pouvoir rentrer dedans. Parce que une langue on l'apprend, mais cette, enfin en France, je trouve qu'on a beaucoup de progrès à faire sur l'enseignement des langues par rapport à d'autres pays, quand je pense à la Suisse, quand je pense à des plus petits pays, parce qu'ils doivent commercer à l'international, l'apprentissage des cultures, est essentiel pour pouvoir s'intégrer sur un projet commun. Donc si on veut vraiment pousser cette identité européenne, il faudrait vraiment la

commencer déjà à l'école élémentaire, pour que les élèves s'imprègnent non seulement de différentes langues, parce que quand on grandit avec deux ou trois langues différentes, on l'a très, très tôt, mais aussi de comprendre ce que l'on peut, voilà, prendre de la culture de l'autre, au travers de son quotidien.

Très bien. (applaudissements). Merci beaucoup. Jean-Dominique Giuliani, alors vous remarquez dans les (inaudible) on vous donne peu la parole, mais vous l'avez maintenant, donc vous pouvez y aller.

Jean-Dominique GIULIANI

Je retiens des choses des groupes de travail, qui étaient vraiment c'est un travail remarquable. Quelques, quelques réflexions. Il y avait notamment quelque chose sur le dumping social, et fiscal, et sur la concurrence. Alors je voudrais vous dire quand même que là il ne faut pas se tromper. Les États-Unis sont un pays fédéral, il y a concurrence fiscale, et sociale, entre les états. En Chine il y a concurrence fiscale et sociale entre les grandes villes, entre Shanghai, etc. Et la concurrence, il ne faut pas avoir peur de la concurrence, ce qu'il faut c'est une concurrence régulée. Il est normal que des pays comme la Roumanie et la Bulgarie, qui viennent de très loin, aujourd'hui, aient des salaires inférieurs. Mais leur rêve, c'est d'avoir les mêmes salaires que chez nous, et ils auront les mêmes salaires que chez nous, parce que ils vont structurer, il y a un budget, hélas assez peu important, 1 % du PIB, aux États-Unis c'est 20 %, là vous avez raison, il y a des redistributions. Mais il y a quand même trois cent trente milliards d'euros de redistribution en sept ans, qui se font, et qui par exemple font que la Pologne, reçoit quatre-vingt six milliards d'euros, pour pouvoir rejoindre le même modèle social. Et notre intérêt c'est de stabiliser ces pays, et c'est vrai que le contribuable français paie aussi pour ces pays, pour qu'ils s'élèvent à notre niveau. Et donc il ne faut pas refuser la concurrence, il faut la réguler, il faut faire, les travailleurs détachés, tout cela a été, là-dessus je pourrais en parler des heures. Et je ne le ferai pas... Je pense qu'on a nous une vision française, (inaudible) de cette question là. Si vous étiez Roumains, Bulgares, ou Polonais, et que vous avez vécu sous un dictature communiste, et bien vous penseriez différemment. Donc ils ne rêvent que de la sécurité sociale à la française. Ce qu'il faut c'est permettre un rapprochement, éviter une concurrence trop forte, mais aussi ça fait partie de la répartition de la richesse d'un tout petit continent. Ça je voulais vous le dire, parce que franchement j'y crois. Et puis à la question qu'est-ce qu'être Européen, finalement que vous posiez tout à l'heure. Moi je voulais, j'ai entendu, on a entendu pendant toute la soirée, comme on entend dans tous les autres pays, l'Europe devrait faire ci, l'Europe fait ça. Et l'Europe c'est qui ? L'Europe c'est nous, c'est nos états. C'est une union d'états souverains qui veut rapprocher les peuples. Et donc petit à petit devenir plus démocratique, donner plus la parole au peuple. Le Parlement Européen est de plus en plus (inaudible), beaucoup plus qu'on ne le croit, y compris dans les groupes de travail, là je peux vous dire que les droits d'auteur, la conception européenne française des droits d'auteur, a été votée au Parlement Européen, c'est quelque chose qui signe, une civilisation. Et donc qu'est-ce qu'être Européen ? Moi ce qui me, ce qui me fait peur, et qui je crois fait peur aussi à nos concitoyens, c'est qu'ils voient bien que il y a une course pour l'hégémonie mondiale. Jusqu'ici il y avait une puissance qui dominait, c'était les États-Unis, par chance, c'était un pays démocratique. On peut le critiquer, mais enfin c'était un pays qui croyait quand même au pouvoir du peuple par le peuple, et pour le peuple. Désormais il y a une compétition pour l'hégémonie mondiale, entre la Chine et les États-Unis, et donc c'est à ce niveau-là, qu'il faut poser le débat. Être Européen, c'est être ni l'un, ni l'autre. C'est être indépendant des États-Unis, tout en reconnaissant que ce sont nos alliés pour une certaine forme de démocratie, mais c'est certainement pas être Chinois, et être pour un régime autocratique. Et on rejoint la préoccupation, que je partage, du sénateur, de voir monter, moi je ne dis pas les populistes, parce que les populistes c'est le pouvoir du peuple, je pense que les démocraties sont populistes aussi de temps en temps, on le voit le jour

des élections. Et je parle surtout de la renaissance des nationalistes, monsieur le sénateur, parce que c'est un peu l'expression, et surtout le mal endémique de l'Europe, c'est ce qui a fait créer les guerres civiles en Europe. Et donc ce nationalisme qu'on voit revenir, le repli sur soi, il est le même dans toutes les démocraties du monde. Donald Trump, les Coréens du Sud, les Indiens, le Japon, et donc bien sûr l'Europe qui est plus fragile et plus exposée du fait de son passé. Donc nous nous trompons pas, moi je n'utilise pas le mot populiste, je combats les, les nationalistes, parce que j'ai (inaudible) du général de Gaulle en tête, le patriotisme c'est l'amour de son pays, le nationalisme c'est la haine de celui des autres. Et je crois qu'il faut qu'on garde cela parce que c'est une bonne définition de la coopération européenne, nous ne sommes pas nationalistes, mais nous aimons nos pays. Et donc être Européens c'est accepter la diversité, c'est accepter les règles et les traités européens qui définissent les valeurs européennes dont vous avez parlé et qui sont les plus belles des émissions des droits individuels et collectifs, la charte des droits fondamentaux, l'article 2 du traité de l'Union Européenne, qui parle de parité entre les femmes, et de non discrimination, de protection des minorités, etc., etc. C'est la plus, c'est ça être Européens, c'est ni Américains, ni Chinois, et c'est donc les Américains avec le pouvoir de l'argent, le mercantilisme, etc., ce n'est pas la signature européenne, ce n'est pas ce qu'incarne ni l'Europe, ni la civilisation européenne, que vous évoquiez à juste titre, monsieur et donc je crois que les soixante-dix ans de paix, que nous venons de vivre, je me souviens de ce mot de Michel Serre, qui dit mais non, c'est pas soixante-dix ans de paix, c'est pas soixante-dix ans, moi j'avais dit soixante-dix ans de paix depuis trois cents, mais non, non pas du tout, c'est depuis la guerre de Troie. (inaudible) mais en réalité on n'a pas connu de période de paix depuis si longtemps, de paix, et on pourrait dire aussi de prospérité, j'insiste beaucoup là-dessus. Nous sommes (inaudible) d'un problème, d'inégalités, etc., et quand on regarde, et qu'on se compare, je peux vous dire qu'on est vraiment gâtés. Donc ça, ça doit susciter chez nous un devoir, une énergie, comme disait monsieur Lemoine, à juste titre, moi j'ai constaté ce soir qu'elle est là, et je suis totalement rassuré, parce que l'Europe c'est pour la jeune génération, c'est plus pour les vieux comme moi. (applaudissements).

Je propose de donner la parole à Philippe Lemoine, on va vous contourner, madame, parce que vous êtes la rapporteur, donc vous rapporterez ce que vous avez entendu ce soir. Si vous êtes d'accord. Allez-y.

Valérie GOMEZ-BASSAC

(inaudible)

Philippe LEMOINE

Moi j'ai entendu beaucoup dans les échanges que l'on eus quelque chose de, d'important et puis qui faisait écho à la méthodologie donc de, de la réunion qui était une demande de plus de démocratie, et une demande que les paroles entendues, que l'on donne la parole, vous m'avez lancé sur le thème de savoir si on pouvait construire l'Europe sans les Européens, donc moi je constate que le projet (inaudible) pour faire converger les peuples, mais aujourd'hui, il est très important que les peuples aient la parole, ça me semble super important. Aient la parole, par rapport à quoi ? Je crois qu'il ne faut pas qu'on (inaudible), non plus. On parle des jeunes, souvenez-vous en France, l'élection présidentielle, 50 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ont pas voté, et 50 %, et sur ceux qui ont voté, 50 % ont voté Marine Le Pen, ou Mélenchon, en tout cas pas vraiment des candidats très pro-européens. Donc par rapport à ça, je pense qu'il est très important de mettre en avant un mot qui a été employé, qui est le mot projet, et qui n'est pas uniquement les projets techniques, mais moi je suis très impliqué sur le numérique, franchement si l'Europe avait comme projet de faire un autre Google, ça m'exciterait, pas beaucoup. Si la nouvelle Europe avait comme projet d'être, de

faire de l'intelligence artificielle, au sens où les Chinois en font, ça m'exciterais pas beaucoup. Il faut avoir un projet par rapport à ce que nous sommes, et je crois qu'une question clé, c'est de voir qu'elle analyse on peut avoir, de ce que sont les populations à l'heure actuelle, est-ce que réellement on va vers une sorte (**inaudible**) des sociétés, vers de plus en plus d'individualisme, qui sont ces personnes qui ont de l'avance dont on parle ? Moi je pense que le projet qui est important, c'est d'accompagner les personnes à s'ériger réellement comme des personnes, c'est-à-dire une conscience. Et par rapport à ça, je pense que l'Europe a des domaines dans lesquels elle a vraiment à agir. Par rapport à l'autonomie des personnes. Vous voyez, l'Europe a adopté un règlement général de la protection des données, qui fait que on est vraiment et on est en train de marquer le paysage mondial de l'évolution numérique et il y a des technologies qui pourront suivre, pour essayer de faire évoluer internet vers la vision qui n'était pas dans le règlement général de la protection des données. Ça c'est un sujet super important. Si on veut faire progresser l'égalité, je pense qu'il y a l'égalité économique, il y a dix formes d'égalité, mais l'égalité d'accès au sens et super important et par rapport à ça, il y a mondialement à l'heure actuelle un problème qui est celui de la vague de l'enseignement supérieur qui est un enseignement qui à l'heure actuelle, c'est un petit peu stabilisé. On a vu l'enseignement primaire s'est généralisé, dans les pays développés, à l'ensemble des personnes. L'enseignement secondaire s'est généralisé peu à peu, à 80 % des classes d'âges, etc. ce que l'on appelle l'enseignement supérieur, s'est stabilisé à 30 % des populations à peu près, pour les gens qui sont diplômés, et ça ne va pas au-delà. Si on est capables d'inventer l'accès au sens qui soit un accès généralisé, construisons sur la base du succès d'Erasmus, pour dire inventons ensemble en Europe, une nouvelle vision qui serait un accès au savoir, qui serait un accès qui a un sens pour des tas de gens qui ne vont pas forcément travailler uniquement dans le tertiaire, qui vont avoir des tas de types de boulots, etc. Donc je crois que aujourd'hui, il faut essayer de trouver des chapitres, qui soient des chapitres qui donnent du sens à chacun individuellement pour se construire comme personne, si l'Europe peut nous aider les uns, et les autres, à être un peu plus forts, comme personnalité, les uns et les autres, je pense qu'elle aura rempli vraiment une fonction très juste et contemporaine.

Merci beaucoup. (applaudissements). Merci Philippe Lemoine. Alors, peut-être madame Gomez-Bassac, en plus de votre réaction, et avant qu'on aille boire un coup tous ensemble, nous dire un peu sur quoi ça va déboucher. C'est-à-dire comment ça se concrétise, et comment ça remonte ? Parce que c'est une des grandes questions, est-ce que ce qu'on se dit, c'est des paroles ? Tout ça, en l'air, ou bien est-ce que ça va aller quelque part ?

Valérie GOMEZ-BASSAC

Et bien je pense que je vais terminer en effet en parlant de ces, de ces consultations citoyennes. Alors, une nouvelle fois, donc je vous prie d'excuser madame la ministre, qui n'a pas pu être présente, et vous savez quel engagement elle a dans ce, dans ce déploiement des consultations citoyennes sur le territoire. Aujourd'hui il y a eu plus de mille consultations citoyennes, il y a eu plus de six cents restitutions, et plus de quarante-cinq mille citoyens qui ont participé donc à ces consultations sur notre territoire. Donc je n'ai pas de visibilité au niveau européen, en tout cas en France, c'est ça. Si vous souhaitez en faire, vous pouvez encore, il suffit d'aller sur le site de Quelle est votre Europe ? J'ai l'impression de vendre quelque chose, en fait, mais c'est étonnant, mais c'est vraiment important. Vous pouvez en faire, vous devez obtenir la labélisation pour assurer justement ce caractère transpartisans, vous pouvez faire une consultation à dix, quinze, vingt, peu importe, vous pouvez le faire entre étudiants, vous pouvez le faire entre enseignants, d'ailleurs, au sein de la faculté. Voilà. Donc il y a plein, plein de choses à faire. Vous avez jusqu'au 30 octobre, 30 octobre ce sera terminé, c'est le jour de la fin des consultations, donc c'est demain, si on peut dire. Une

restitution nationale, aura lieu mi-novembre, la date du 14 novembre semble se profiler, mais bon rien de sûr pour l'instant et à la fin de l'année donc il y aura une restitution au niveau de l'Europe et des différents états membres. Sachez déjà que le, le, la restitution, par exemple, de cette soirée, sera, dès lors qu'elle sera faite sur le site, vous pouvez la consulter, donc vous pouvez voir tout ce qui a été fait, dans les différentes régions, dans les différentes villes de France, et ça peut déjà vous donner une idée, sur les différentes thématiques. Et au côté de cela, il y a également une consultation en ligne, donc là de façon individuelle, vous avez dix-neuf questions et vous pouvez y répondre. Il y a donc des questions fermées, des questions ouvertes, mais qui participent également à cette, à cette démarche, donc il n'y a plus que, plus que, à vous de le faire. Donc encore une fois, merci c'était vraiment, c'était vraiment un plaisir et je suis ravie d'avoir entendu tous, tous ces échanges, toutes ces idées, et j'espère que ensemble nous réussirons, et encore une fois, c'est de notre responsabilité collective que ça aille dans le bon sens. Je vous remercie. (applaudissements).

Merci beaucoup. Merci. Monsieur le maire, à vous.

Philippe LAURENT

Oui, chers amis, d'abord je veux remercier nos invités, merci d'avoir été là, pour parler, mais aussi pour écouter, c'est ça qui était important aussi ce soir. Merci à monsieur le doyen de nous avoir accueillis dans la faculté Jean-Monnet, et puis je voudrais vous dire, et je parle au nom de l'ensemble de mes collègues élus qui sont là, qui n'ont pas dit un mot, d'ailleurs, vous avez demandé, vous êtes fatigués ou quoi ? Ah non, on avait dit que les élus ne parlaient pas, c'est vrai. J'ai oublié de vous dire que nous sommes tous très fiers de notre ville, très fiers des Scéennes et des Scéens, parce que parvenir à avoir ce type de débat sur des sujets qui peuvent paraître parfois compliqués, mais qui sont des vrais sujets de citoyens, bah je ne sais pas si c'est partout possible, mais enfin en tout cas chez nous c'est possible. Et nous avons le sentiment ensemble, en tout cas j'espère, j'espère que vous le ressentez, aussi, d'abord d'avoir laissé parler les citoyens, contrairement à ce qui se fait parfois, où les élus ont tendance à parler beaucoup, c'est ce qui est en train de m'arriver d'ailleurs, je ne voulais pas m'arrêter, et nous avons aussi le sentiment d'avoir fait, vous savez, comme le colibri, c'est-à-dire d'avoir apporté notre petite pierre à un énorme édifice. En tout cas merci à vous tous et à vous toutes pour votre présence, merci pour, merci pour notre pays, merci pour l'Europe, et si nous n'avons pas parlé ce soir, en tout cas en ce qui me concerne, moi je ne m'interdis pas de parler après, pendant la campagne (**inaudible**). Voilà. Merci à tous. Bonne soirée. Et merci à Laurent aussi, qui a eu, quel talent il a pour animer tout ça.
